le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

G8 d'Édimbourg du 6 au 8 juillet

CARNAVAL ANARCHISTE

contre bizness circus

M 02137 - 1405 - F: 2,00 €
2€
ISSN 0026-9433

« La nuit quand je travaille seul, je me rappelle que je suis ici un sale Albanais. Alors je pense aux belles montagnes où je suis né et où j'ai passé une enfance douce et paisible… Et dans ces moments-là, je chante ou je pleure; mais jamais l'envie ne me prend d'égorger un homme en pensant à ma patrie. »

Panaït Istrati

hebdo n° 1405
du 30 juin au 6 juillet 2005

Sommaire

Chiapas : les zapatistes en « alerte rouge », par Bélial, *page 5*

L'autruche jamais en alerte, par F. Ladrisse, *page 5*

Fascisme : encore du nouveau en Italie, par la FAI, *page 6*

L'Église italienne en politique..., par E. Gutierrez, *page 7*

Les nouvelles des fronts aiment les jours fériés, par Hugues, *page 9*

Jeux Olympiques riment avec fric, *page 10*

Retour sur **la Marche mondiale des femmes**, par la commission Femmes de la FA, *page 11*

Erich Mühsam en BD, par Olt, *page 12*

Le genre expliqué, par Jocelyne, *page 14*

G8 : appel de l'Anarchist Federation, *page 15*

G8 : AG anar le 3 juillet à Édimbourg, *page 16*

G8 : retour sur Évian en 2003, par Sophie, *page 17*

Une vie dans le métro : **les hommes-taupes**, par N. Potkine, *page 19*

Tangage ou tapage ?, par L. Barbesois, *page 20*

La Rochelle squattée, par P. Pawin, *page 21*

Vie du mouvement et Radio libertaire, *page 22*

Agenda, *page 23*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ 76 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN : FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

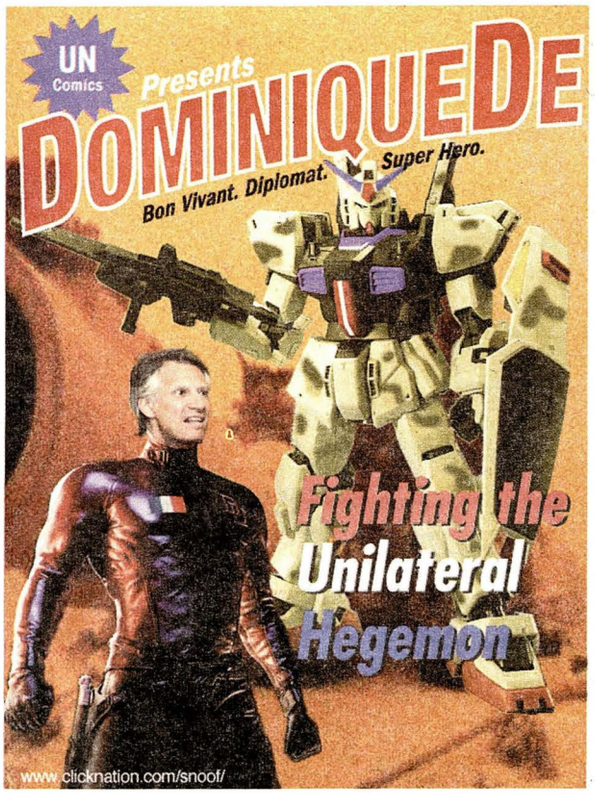
Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Éditorial

Déclarations de guerre sociale !



Jean-Pierre Levaray

Il fut un temps « révolutionnaire » où le jacobinisme a contribué à forger notre actuel système politique. Chaque décision n'était bonne que de la Capitale et chaque instant de notre vie publique n'était vécue que d'en-haut ou de là-bas sans qu'il ne fût question de se demander pourquoi ou jusqu'à quand.

La grande affaire de cet été sera celle des jeux Olympiques. Il s'agit non seulement d'un challenge sportif, pour ceux qui aiment regarder le sport plutôt que de le pratiquer, mais aussi d'un enjeu politique. Cette fois-ci les torses, les aisselles et les pieds prêts à transpirer autour d'une pizza et de quelques bières vont se tourner vers Singapour, là où tout se décide en l'espèce, pour voir un peu si Paris ne pourrait pas par hasard devenir capitale du monde pendant deux ou trois semaines d'ici un septennat plein et entier. Chacun s'accorde à penser qu'un tel événement pourrait redonner des couleurs à Chirac. Et alors ! Tout le monde s'en fout… Ces hypothétiques réjouissances arriveront-elles à masquer la misère sociale, l'indigence culturelle et le désespoir qui gangrènent peu à peu les périphéries urbaines et auxquels on n'apporte plus qu'une réponse officielle : Sarko… Dès lors, la réponse à cette manière de question est un peu dans la question elle-même, comme on dit.

Fermeté du discours par ici, répression par là, un peu de faiblesse pourrait nous conduire à penser à l'instar du Parti socialiste qu'il n'est plus vraiment nécessaire de combattre les idées et les méthodes du front. Il est pourtant vrai que petit à petit, sans en avoir l'air, la xénophobie – parce que c'est facile –, la haine de l'autre – parce que c'est pratique –, font petit à petit leur chemin. Il devient de plus en plus évident que le soutien dont a besoin Sarko pour son ascension vers le pouvoir suprême passe nécessairement par un grignotage insidieux, sans répit et sans vergogne.

Sans aucun doute le problème ne pourra être réglé d'ici là, jeux Olympiques ou non. Il est bien trop nécessaire au fonctionnement social de désigner les boucs émissaires et de jeter l'opprobre et la honte sur ce qui fait peur. Immenses cependant seront la joie ou la déception de ces aficionados, de ces manières de jeux guerriers et nationalistes donnant libre cours aux encouragements stériles vers les performances de leurs élites. Immenses seront aussi les profits des sponsors, les retombées médiatiques sur l'État français, la mairie de Paris. Quelques stadiers, ou quelques vendeurs de glaces y trouveront aussi leur compte au bout de la quinzaine. Mais si « on » les a pas les jeux. Ben on verra…

Ça n'arrête pas ! Pas encore remis de la défaite du référendum, nos nouveaux ministres et nos patrons n'y vont pas par quatre chemins et multiplient les décrets et les prises de position pour faire passer encore plus vite leur plan antisocial. De Villepin a lancé les premiers anathèmes et les premières attaques, les autres continuent. Je ne vous ferai pas le catalogue de mesures prises (cf. le *Monde libertaire* de la semaine dernière), mais tout cela annonce un recul social, de nouveaux cadeaux pour les patrons et la disparition plus ou moins rapide des services publics.

Il s'agit d'une nouvelle déclaration de guerre sociale. Ce n'est pas récent, depuis des années nous subissons la lutte des classes et ce sont les patrons qui gagnent face à une classe exploitée divisée, qui n'a même plus conscience qu'elle existe et qui n'a pas encore trouvé de moyens de réaction efficaces.

Pourtant, revers de nos défaites, les politiciens ne sont plus suivis, les élections montrent une défiance de plus en plus grande des gens vis-à-vis du pouvoir, sans que cela change pour autant quoi que ce soit. Si ce n'est que nos gouvernants, perdant leurs crédits, perdant des forces, se trouvent acculés, face à un peuple dont ils ont peur. Ils savent – c'est écrit dans leurs tablettes – que, vu ce qu'ils nous font subir, nous devrions nous révolter et les dégager. Ils le savent ! Eux. Ils s'attendent à une confrontation sociale et s'y préparent, car ils veulent le garder, leur pouvoir. Aussi, en attaquant les premiers, nous placent-ils sur le terrain qu'ils ont choisi. Et, évidemment, c'est plus compliqué de réagir vite et de façon appropriée.

Dernière attaque en date, le ministre des Finances, Thierry Breton, qui trouve que la France vit au-dessus de ses moyens et qui déclare sans rire : « Pour retrouver de l'activité et de la croissance, il faut travailler plus et plus longtemps. » Bon, ça tombe bien, nous, anarchistes, nous battons pour la décroissance,

mais il s'agit d'une des litanies classiques de la droite. Une volonté de culpabiliser encore les classes laborieuses (comme on disait) trop fainéantes, qui ne rêvent que réduction du temps de travail, congés payés et retraite anticipée. Déclaration pour le moins idiote quand on sait que ce sont les patrons qui licencient et délocalisent. Ce discours est le même que celui que tenait Raymond Barre, et dont Raffarin s'était fait le spécialiste ces dernières années. On ne peut pas attendre autre chose de ces gens qui ne font que défendre leur classe afin que les riches soient plus riches et les pauvres plus pauvres.

Pendant ce temps-là, le roquet Sarkozy joue les cadors en attendant la présidentielle et annonce sa volonté de « nettoyer les cités » en faisant débarquer ses brigades spécialisées dans les rues de la Courneuve et en tenant des propos copiés sur ceux du FN.

En d'autres lieux ce sont des syndicalistes qui se font réprimer. L'ordre bourgeois doit continuer de régner.

La riposte ?

Une grande partie des tenants du non au référendum ont essayé de le vendre en disant qu'après le vote il y aurait un mouvement de contestation qui naîtrait. On savait que c'était illusion de croire (et de faire croire) que ce serait les élections qui donneraient le signal des mouvements sociaux.

Aujourd'hui les nouveaux politiciens (pas tous si nouveaux que ça d'ailleurs) mis en avant lors de la campagne nous proposent une Constituante voire même une Sixième République. Parce que pour eux, qui visent les élections de 2007 (ou même 2012, en politique faut pas être trop pressé), le seul problème du monde moderne c'est 'sa représentativité, ce sont ses institutions, mais tant qu'il y aura un strapontin pour prendre place, il ne sera pas si mauvais. Quelques petits aménagements suffiront.

Pourtant la colère est là, présente dans les ateliers, les bureaux, les écoles, les quartiers. Une colère larvée et éclatée mais qui n'a rien de bien formel. On voit exploser quelques luttes sporadiques assez suivies, dans certains secteurs, pour des hausses de salaire ou pour le maintien d'acquis le plus souvent.

Le 2 juin, on a vu une journée d'action, sans lendemain, chez les salariés de la SNCF et une autre, le 20 juin, pour les électriciens-gaziers, contre l'ouverture du capital, mais là aussi sans véritable suite.

Les syndicats semblent se dire qu'il faut attendre la rentrée pour se battre (si tant est qu'ils en aient envie). C'est vrai que depuis 1790 et surtout 1936, l'été n'est pas porteur de révolte en France, il est seulement question de vacances, de combien de tubes de crème solaire on va emporter, ou d'endroits pour poser le sac à dos. Pourtant c'est toujours l'été que les patrons et l'État font leurs coups bas, prennent des décisions sur lesquelles on aura souvent du mal à intervenir. Et cet été, avec le coup de légiférer par ordonnances, on a du souci à se faire.

Seule la CGT semble vouloir se montrer à la pointe de l'offensive, en appelant à diverses journées d'actions. Le 9 juin, qui fut un succès et qui rassembla plus de 20000 manifestants à Paris, était le summum de la théâtralisation de la révolte (on s'y serait cru), avec force de drapeaux rouges et de photos du Che (si!), ainsi que des discours pseudo-révolutionnaires appelant à aller jusqu'à la Bourse (« puisque c'est là où se prennent les décisions »), mais n'ayant pas envie d'investir les lieux. Le 21 juin, à part dans certaines villes comme Marseille, ce ne fut pas un succès, car pas ou peu préparé, et ça risque d'être pareil pour le 29 juin, manif des chômeurs par rapport à l'Unedic.

Pourquoi une telle agitation à la CGT? Sans doute pour remobiliser les troupes, pour montrer que le syndicat est là et bien là, à la pointe des luttes, histoire de faire monter la mayonnaise chez les militants et pour qu'ils tiennent jusqu'aux élections, aussi. C'est pour être en première ligne vis-à-vis des autres syndicats, en cas de mouvement social dans les mois à venir. C'est également pour faire oublier le peu d'enthousiasme pour le non des bureaucrates de la CGT par rapport à leur base. C'est enfin pour ne pas laisser la place à SUD ou, en interne, aux gauchistes qui cherchent des places dans l'appareil syndical (lors du congrès de l'UD CGT de Seine-Maritime, il y a quelques jours, les bureaucrates ont pour la première fois été mis en difficulté).

L'appareil de la CGT sait bien donner l'illusion de bouger (sans faire bouger les choses) pour maintenir ses militants en ébullition. Après la fin du mouvement de 2003 sur les retraites, les bureaucrates de la CGT, qui avaient contribué à son échec, continuaient à appeler les militants à l'action, tout en sachant qu'il ne se passerait plus rien.

Et les anars ?

Il ne s'agit pas de faire la fine bouche et de refuser de participer à ces futures luttes annoncées qui n'aboutiront pas au Grand Soir. Mais les raisons de la colère ne manquent pas. Au contraire, il s'agit pour les anarchistes d'être là, pour montrer nos pratiques, faire connaître nos idées, arborer nos convictions… C'est aussi pour dire que nous ne sommes pas tous dans le moule d'un mouvement social qui ne pourrait aboutir qu'aux prochaines élections (qui sont relativement loin d'ailleurs). Nous aussi nous devons déclarer la guerre sociale à tous ces patrons, ministres, bureaucrates qui nous bouffent la vie.

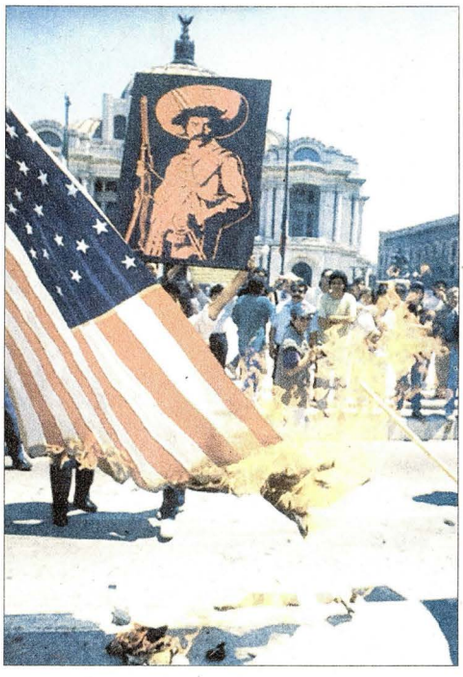
Bon, je vais vous quitter là car pris dans le feu de l'écriture, on me demande 5000 signes et j'en arrive à 7000. Il s'agit du dernier numéro du *Monde libertaire* avant l'été, on ne se retrouvera dans ces pages que dans deux mois, alors profitez-en, pour reprendre des forces, on en aura besoin.

J.-P. L.

Manif du 21 juin à Paris

Chiapas

Alerte rouge et assemblées décisives pour les zapatistes



Malgré la persévérance des banquiers et des militaires mexicains dans la guerre de la haine et du mensonge contre les communautés indiennes zapatistes, les nouvelles du Chiapas se raréfiaient ou passaient aux pages sportives (avec un improbable match de foot EZLN-Inter de Milan) ou littéraires (avec un polar de Marcos et Taibo II en feuilleton de l'été 2005 dans *Libération*) des gazettes. BBVA (banque internationale dont l'économiste en chef pour l'Amérique latine à Paris, Javier Santiso, publie ses « brillantes analyses » aux éditions Autrement) ajoutait un volet financier à la contre-insurrection, en fermant, à San Cristobal de Las Casas, les comptes d'un groupe de médecins indigènes et de l'association Enlace civil, qui reçoit les aides venues du monde entier et destinées aux communes autonomes. L'armée mexicaine n'était pas en reste puisque, BBVA justifiant ses agissements par la lutte contre le blanchiment d'argent, le ministère de la Défense publiait lui un communiqué pour faire savoir que des plantations de marijuana avaient été détruites en zone rebelle, ce qui a été formellement démenti depuis.

Mais ces diables d'Indiens zapatistes réussissent encore, par la parole, à attirer l'attention internationale sur leur situation. L'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) vient en effet de décréter une « alerte rouge ». Elle donne à la « société civile » ses explications les plus détaillées, dans une lettre datée du 21 juin, sur le processus en cours : assemblées générales et généralisées des communautés qui forment la base du mouvement pour décider, ou pas, d'une nouvelle étape, voire d'une transformation de l'organisation. Ce ne sera pas une décision d'ordre militaire, tout le dispositif zapatiste restant, depuis février-mars 1994, purement défensif. Ce sera « autre chose ». C'est à titre préventif et pour protéger leurs réunions et assemblées que les rebelles se sont mis en « alerte », fermant leurs écoles et leurs centres civils, les Caracoles, sauf les dispensaires de soins médicaux.

Nous reviendrons cet été sur ce mouvement dont le cheminement ne laisse pas de surprendre.

Bélial

Quand l'autruche éternue…

Dépensiers

« Aujourd'hui, chaque enfant français naît avec une dette de 17 000 euros. » Thierry Breton, ministre.

Pas encore en âge de bosser et déjà dépensiers ! Franchement, les gosses, vous déconnez. Qu'est-ce qui vous a pris d'emprunter dans le ventre de votre mère ? Si encore c'était pour acheter le dernier album de Jeanne Cherhal…

Impliqués

« Pour faire face à la canicule, j'ai rencontré le président de La Poste, car les facteurs peuvent s'impliquer. » Xavier Bertrand, ministre.

Ces feignasses pourraient faire l'effort de distribuer les packs de flotte en même temps que le courrier, non ? C'est pas soixante kilos en plus sur le vélo qui va les fatiguer, ces abonnés aux RTT ! C'est pas le tout d'écouter Cherhal, un peu de solidarité !

Il est

« Notre objectif, il est de faire feu de tout bois. » Jean-François Copé.

Heureusement que votre objectif, il est pas de parler correctement le français, parce que sinon il est raté. Rappelons que Copé, il est porte-parole du gouvernement. Il est bien dans son rôle. Il est qu'il veut pas en changer. Même si Jeanne Cherhal, elle rigole.

Tendance

« La France d'aujourd'hui vit au-dessus de ses moyens. » Thierry Breton, toujours ministre.

Oui mais s'endetter c'est tendance ! Pour cet été, un choix : Cofidis ou bien Cetelem ?
Les sandalettes camouflage et la golden globe carte glissée sous le chapeau de paille « tsunami » seront également hype, trop pop. Pour la final touch décalage, on optera de préférence pour le crucifix bandoulière avec effigie de Jean-Paul (pas Gaultier, l'autre), ou le mini caban Ed, qui vous fera passer pour un presque vrai pauvre. Question destination, comme d'hab' : Seychelles, île Maurice, Brégançon. Et n'oubliez pas votre i-pod : vous risqueriez de passer l'été à écouter de vraies chansons, par exemple Jeanne Cherhal.

Mille Laurent

« Mon espoir est que demain il y ait non pas un mais deux, trois, cent, mille Laurent Fabius, qui nous aident à construire un nouveau Parti socialiste. » Montebourg.

Arrgg, le cauchemar, l'horreur ! Mille Laurent Fabius ? Et pourquoi pas deux mille Sarkozy, tant qu'on y est ? Décidément, non au clonage ! Sauf bien sûr en ce qui concerne les albums de Jeanne Cherhal.

Merde et vacances

« Je n'allais pas, enfant, regarder l'océan, pour dans l'azur me perdre, mais au bord de la merde. » Jeanne Cherhal, « La station ».

Que vous partiez ou non, bonnes vacances à toutes et tous, à l'ombre des stations d'épuration de France et d'ailleurs !

Frédo Ladrisse

(sources : France Inter, *Libération, le Nouvel Observateur,* et Jeanne Cherhal évidemment).

… c'est toute la jungle qui s'enrhume

Solidarité antifasciste

Dis-moi qui tu agresses et je te dis qui tu sers

Dans la nuit du 11 au 12 juin, une quinzaine de fascistes armés de couteaux et de bâtons forcent la porte du squat Barocchio, situé dans la banlieue de Turin. Deux occupants du squat sont blessés par des coups de couteau. L'un d'eux est gravement blessé. Il s'en est fallu de peu qu'il y ait un mort. Cela démontre la volonté fasciste de blesser et de tuer.

Une semaine avant, une agression avait déjà eu lieu au fort Prenestino à Rome, où les lames fascistes avaient frappé à la gorge un des occupants. On est confrontés à une escalade des violences fascistes d'une gravité extrême.

Toutefois, on a conscience que les responsables matériels de l'agression au couteau des habitants du Barocchio Squat ne sont que des exécutants au service direct ou indirect de qui voudrait mettre en sourdine les luttes sociales, nous obligeant à être sur la défensive.

Dans le langage militaire, les troupes de réserve sont les troupes qui appuient de temps en temps les militaires en service effectif.

Troupes de réserve : cela nous semble une définition adaptée au rôle d'exécuteurs des groupes pronazis et néofascistes qui, durant ce mois, sont en train d'accomplir, avec une progression alarmante, agressions et attentats contre les personnes qui sont déjà frappées par la répression gouvernementale, la criminalisation des journaux et la discrimination cléricale.

En effet, de manière parfaitement synchronisée, les actions de ces escadrons fascistes qui sont en train de se propager impunément de Turin à Rome, de Milan à Palerme, de Luca à Foggia, ont toujours comme cible les immigrés, les nomades, les homosexuels, les lesbiennes, les communistes, les anarchistes, les centres sociaux et les squats, c'est-à-dire les mêmes cibles indiquées dans les rapports antiterroristes du ministère de l'Intérieur, dans le projet de lutte contre les associations subversives, dans la politique institutionnelle en matière d'immigration, dans la campagne xénophobe de la Ligue du Nord et dans les condamnations du Vatican.

Ainsi, encore une fois, tombé le masque pseudo-révolutionnaire des « rebelles contre le système », les héritiers du nazi-fascisme montrent leur vocation de flicaille au service de l'ordre constitué, en gagnant les sympathies et les faveurs de la droite gouvernementale et des pouvoirs forts.

Une ville comme Turin, par exemple, vit une période délicate, encerclée par la crise irréversible du modèle de développement immatriculé Fiat et la volonté, coûte que coûte, de confier le futur au phénomène de foire des Olympiades et aux grands travaux, comme le projet de train à haute vitesse (TAV).

Peu de jours après la grande manifestation populaire contre le TAV, du 4 juin, dans la vallée et en ville, on est en train de se préparer au 29 juin, date d'envoi des travaux du tunnel de Venaus : le train de la mort ne doit pas passer et les gens sont décidés à l'arrêter avant le début des travaux.

Pendant que l'attention et l'engagement de beaucoup sont tournés vers la lutte populaire contre le TAV, vers la solidarité aux immigrants en révolte à l'intérieur du CPT (centre de rétention), vers la dénonciation du racisme homicide de l'État, ponctuels comme toujours, se présentent les troupes d'assaut des patrons.

La période actuelle est en plus favorable à la réapparition de ces tristes figures, face à une gauche politiquement incapable de sortir d'une logique électoraliste, mais aussi face à une lente reprise des conflits sociaux, conséquences d'une crise économique toujours plus forte. Et, d'autre part, l'exercice de la violence des escadrons fascistes a toujours été, à l'intérieur de l'extrême droite, le modèle à travers lequel se redéfinissent et s'expérimentent les hégémonies idéologiques, hiérarchies internes, méthodes d'action et nouvelles associations territoriales.

C'est pour cela qu'il est urgent, avant de devoir pleurer une autre mort parmi nous, que la progression des violences fascistes trouve des réponses collectives adéquates, tant sur le plan de l'autodéfense militante qu'avec le développement de l'opposition radicale à une domination qui non seulement utilise les moyens législatifs du régime fasciste pour imposer sa paix, mais n'hésite pas à enrôler aussi les escadrons habituels de la main-d'œuvre nationale.

Lutte antifasciste contre les escadrons et ceux qui les protègent.

Solidarité aux victimes des agressions.

Solidarité au Barocchio et aux deux occupants blessés.

Commission de correspondance
de la Fédération anarchiste italienne

Italie : droit des femmes

Référendum boycotté

Les 12 et 13 juin dernier, il y a eu un référendum en Italie. Non pas sur le projet d'une Constitution européenne, mais sur la loi dite de « procréation médicalement assistée » (PMA). Cette loi, entrée en vigueur le 10 mars 2004, et votée par un parlement composé à 90 % d'hommes, remet fondamentalement en cause le droit des femmes à décider de leur vie et de leur corps. Ce qui est visé, sous couvert de protéger la vie (on connaît bien cet argument respirant l'eau bénite), c'est le droit à l'IVG des femmes vivant en Italie.

Emma Gutierrez

MAIS entre juin et septembre 2004, des groupes féministes, des associations de parents infertiles, de gays et lesbiennes, de médecins, de juristes, de chercheurs et chercheuses, etc, ont organisé un plébiscite populaire contre la loi, et recueilli 4 millions de signatures, dont 1 050 000 pour son abrogation totale. La Cour constitutionnelle doit alors se rendre à l'évidence : référendum il y aura. On prévoit quatre volets à ce référendum, sur quatre points précis (voir plus bas), sans évidemment tenir compte d'un cinquième, qui aurait consisté en l'abrogation totale de la loi.

Les points du référendum

Les électeurs ont dû répondre à quatre questions, portant sur les points de la législation :

1. Peut-on congeler les embryons et mener des recherches cliniques sur ces derniers ? Ce premier point cache la réalité : aujourd'hui, les scientifiques italiens sont forcés de travailler sur des embryons d'origine étrangère pour la recherche sur le diabète par exemple, alors que 30 000 embryons sont inutilisés dans les laboratoires.

2. Faut-il retirer de la loi la disposition qui accorde un statut à l'embryon, à savoir qu'il a les mêmes droits que la personne née ? Cette disposition de la loi sur la PMA est une remise en cause directe du droit à l'avortement, voté en 1981.

3. Le recours à un donneur extérieur au couple (fécondation hétérologue) doit-il être autorisé lors de la fécondation *in vitro* ? Cet aspect représente un progrès pour les couples stériles, mais dérange la conception du modèle familial et de l'origine génétique de l'enfant.

4. Les obligations de produire un maximum de trois embryons et de les implanter immédiatement dans l'utérus de la mère sans rechercher d'éventuelles maladies génétiques doivent-elles être maintenues ? Ceci, bien sûr, tend à favoriser les grossesses à risques, car on ne s'occupe pas de la « qualité » des embryons implantés, et l'on augmente aussi les possibilités de grossesse multiple.

Participation au vote et rôle de l'Église

La participation aurait tourné autour de 24 %, ce qui était loin des 50 % nécessaires pour valider la consultation. L'obstacle de taille à ce référendum a été l'Église catholique. Tout au long des mois précédant les jours J, elle a appelé à l'abstention, espérant que le scrutin serait ainsi invalidé, aux cris de « Sur la vie, on ne vote pas ». Leur crainte ? Une libéralisation totale des lois bioéthiques. Encore une fois s'est dessiné un fossé entre catholiques et laïques au sens large. On peut même considérer qu'il s'agit d'une victoire de l'Église, pour

la plus grande satisfaction de Camillo Ruini, président de la Conférence épiscopale italienne, qui avait déclaré souscrire à une « non-participation consciente au vote », parce qu'il « ne s'agit aucunement d'un choix de désengagement, mais au contraire de s'opposer de manière nette et efficace à une logique qui met en danger les fondements humains et moraux de notre civilisation ». Le pape Benoît XVI, élu en avril, était lui-même intervenu dans le débat et avait félicité les évêques italiens pour avoir tenté d' « éclairer le choix des catholiques ». Amen.

Au niveau du gouvernement, Silvio Berlusconi et consorts ont timidement déclaré qu'ils s'abstiendraient de voter, alors que la gauche, dans son ensemble, s'est dite favorable au « oui ». Après tout, il fallait faire attention à ne pas perdre trop d'électeurs, cathos ou pas... Cela dit, ça nous fait une belle jambe : ce qui est problématique, c'est que la femme n'a toujours pas un mot à dire sur son désir ou pas de maternité, et sur les conditions de cette maternité.

Et les femmes, et la vie dans tout ça ?

Depuis l'adoption de la loi en février 2004, le nombre de couples italiens stériles partis chercher une aide médicale à l'étranger a augmenté de 20 %, alors que les interventions d'IVG sur le sol italien ont diminué de 25 %. Parallèlement, le nombre de demandes pour des fécondations in vitro a augmenté en Suisse, car les Italiennes se rendent dans ce pays voisin pour avoir une possibilité de subir l'intervention. Malgré cela, tandis que les grossesses ont diminué d'un tiers, les avortements sont passés de 17, 2 % à plus de 23 %. On peut craindre que la santé des femmes soit encore moins prise au sérieux, et que le résultat du référendum laisse la porte ouverte à l'Église pour s'immiscer dans ce qui ne la regarde fondamentalement pas, dans ce qui ne regarde d'ailleurs personne d'autre que la femme elle-même.

On peut voir là aussi, de la part de l'Église, une peur ancestrale en ce qui concerne « l'aspect contingent, occasionnel et remplaçable du père ». Le fantasme persistant tourne autour de l'idée « d'un corps féminin omnipotent, capable d'engendrer tout seul et de donner la vie et la mort ». On donne donc corps à un tiers, réel ou imaginaire, le *curator ventris* (celui qui gère la matrice), qui « a assuré à la domination masculine [...] la propriété et le contrôle de la fertilité féminine, en réduisant la primauté maternelle à celle de conteneur d'une autre vie ». La mère n'est qu'un ventre, privé juridiquement et socialement de volonté propre, soumis au désir de l'homme, jusque dans sa capacité à donner la vie. On connaît l'argument, qui fait de l'embryon une vie à part entière, et qui plus est, souvent plus importante que celle de la mère.

Mais, pour une fois, on a quand même un point commun avec la curie vaticane – en robe mais sans vagin et sans utérus –, c'est cette déclaration : « Sur la vie, on ne vote pas ». Là, au moins on est d'accord. Mais pas sur la définition de la vie, bien sûr. Qu'est-ce qu'une vie ? Pour nous, anarchistes, cela n'est pas la vie éternelle, mais cette vie terrestre, simple, ordinaire, que nous savons toutes et tous si bien prendre à bras-le-corps parfois, croquer à pleines dents, sans demander la permission à personne, sans nous laisser guider dans nos actes et nos pensées... en bons et bonnes pirates ! La vie ne vaut pas un vote, parce qu'elle est trop précieuse, parce qu'elle n'est jamais figée ni encore moins emprisonnable dans une urne, prison matérielle ou intellectuelle, religieuse, politique...

Comment tolérer que le pouvoir s'empare de ce précieux de tous les instants, lui qui n'a que des lois pour régler les rapports humains ? De même que nous pensons que la loi ne peut rendre les humains autonomes et libres, nous affirmons que la vie libre ne s'octroie pas, elle se prend. À la conception de la vraie vie après la mort défendue par les religions, nous opposons le désir de la vie réelle tout court. À la conception d'une vie pré-embryonnaire, nous opposons la réalité de la vie humaine, habitée par l'énergie, l'amour et la lutte. **E. G.**

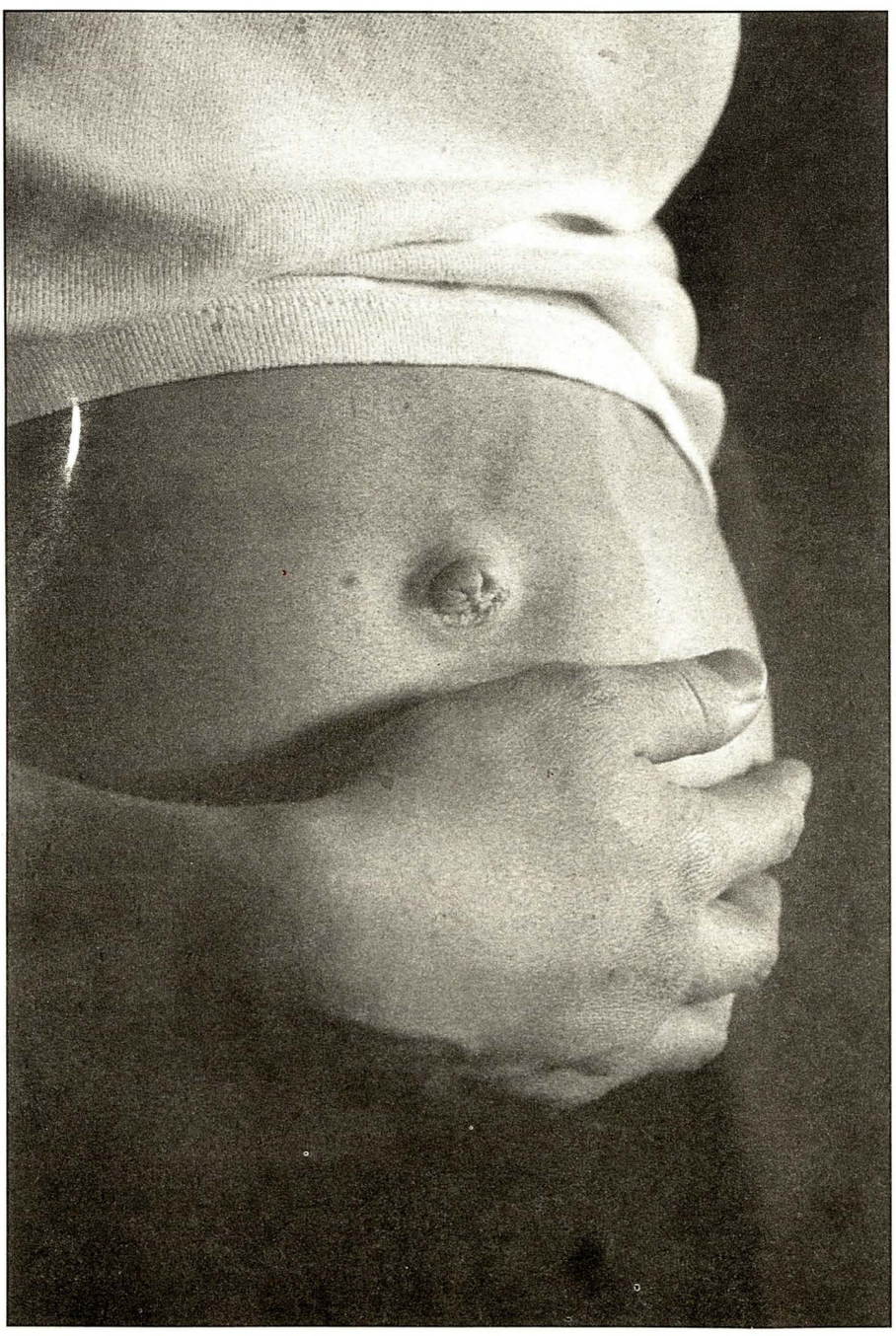
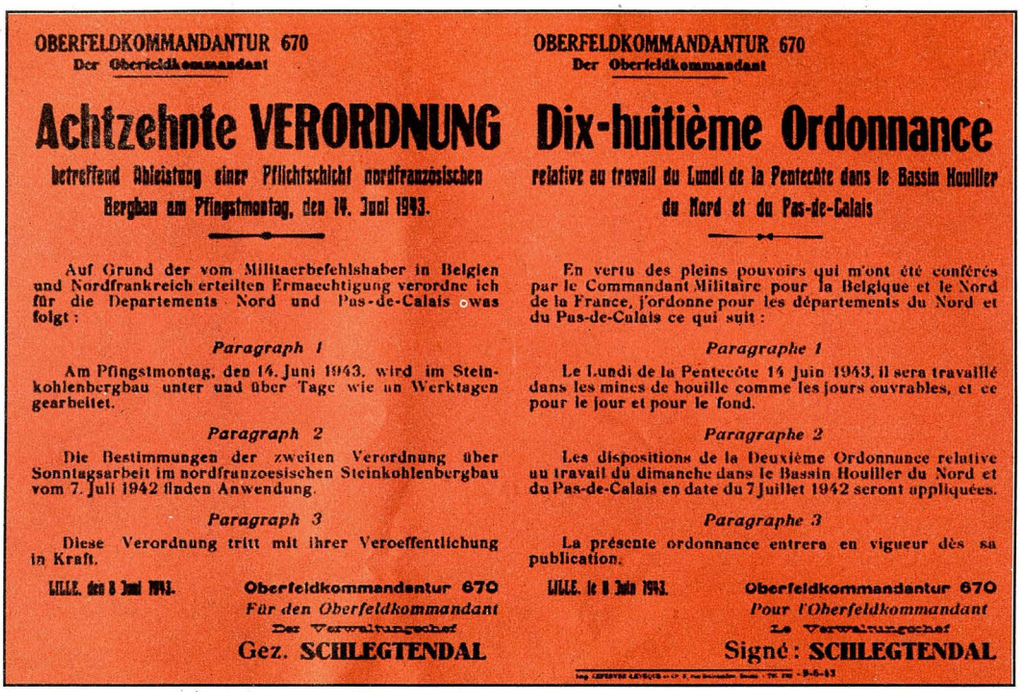


Photo Sophie Vincent.

Nouvelles des fronts



OBERFELDKOMMANDANTUR 670
Der Oberfeldkommandant

Achtzehnte VERORDNUNG

betreffend Ableistung einer Pflichtschicht nordfranzösischen Bergbau am Pfingstmontag, den 14. Juni 1943.

Auf Grund der vom Militaerbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich erteilten Ermaechtigung verordne ich für die Departements Nord und Pas-de-Calais was folgt:

Paragraph 1

Am Pfingstmontag, den 14. Juni 1943, wird im Steinkohlenbergbau unter und über Tage wie an Werktagen gearbeitet.

Paragraph 2

Die Bestimmungen der zweiten Verordnung über Sonntagsarbeit im nordfranzoesischen Steinkohlenbergbau vom 7. Juli 1942 finden Anwendung.

Paragraph 3

Diese Verordnung tritt mit ihrer Veroeffentlichung in Kraft.

LILLE, den 8 Juni 1943.

Oberfeldkommandantur 670
Für den Oberfeldkommandant
Der Verwaltungschef
Gez. SCHLEGTENDAL

OBERFELDKOMMANDANTUR 670
Der Oberfeldkommandant

Dix-huitième Ordonnance

relative au travail du Lundi de la Pentecôte dans le Bassin Houiller du Nord et du Pas-de-Calais

En vertu des pleins pouvoirs qui m'ont été conférés par le Commandant Militaire pour la Belgique et le Nord de la France, j'ordonne pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais ce qui suit:

Paragraphe 1

Le Lundi de la Pentecôte 14 Juin 1943, il sera travaillé dans les mines de houille comme les jours ouvrables, et ce pour le jour et pour le fond.

Paragraphe 2

Les dispositions de la Deuxième Ordonnance relative au travail du dimanche dans le Bassin Houiller du Nord et du Pas-de-Calais en date du 7 juillet 1942 seront appliquées.

Paragraphe 3

La présente ordonnance entrera en vigueur dès sa publication.

LILLE, le 8 Juin 1943.

Oberfeldkommandantur 670
Pour l'Oberfeldkommandant
Le Verwaltungschef
Signé: SCHLEGTENDAL

Hugues

groupe Pierre-Besnard

En finir avec le 16 mai, voilà que l'occupation allemande nous y aide. Comme le démontre l'illustration de la semaine, la solidarité des travailleurs était déjà sollicitée dans d'autres temps difficiles. Les grands esprits se rencontrent, les occupations passent, l'exploitation demeure. Pour l'effort de guerre, pour la patrie, pour les anciens: Chirac, Pétain même combat!

Avant les soldes à la Samaritaine, le paternalisme s'affiche et une fois de plus trahit les travailleurs trop confiants: « Le patron nous appelait ses enfants » (*sic*), résultat: les affaires sont les affaires et, malgré les promesses, 900 emplois sont menacés. Et pourtant, de sources sûres, il y a longtemps que les salariés du magasin connaissaient la situation insécure de leur lieu de travail. Mais il ne fallait pas gêner, et ce n'est pas avec une demi-journée de grève le jour de la fermeture qu'on fait reculer un aussi gentil patron.

« On trouve tout à la Samaritaine », même des chômeurs! Aliénation quand tu nous tiens... Du côté des Galeries Lafayette, le paternalisme n'est plus de mise, le travail au noir est beaucoup plus rentable. Ledit magasin a été condamné à 8000 euros d'amende, ainsi qu'un directeur complice à 2000, pour avoir fait bosser illégalement 38 Colombiens et Péruviens lors d'une exposition sur l'Amérique latine. C'était sans doute pour récréer de vraies conditions d'exploitation, en bref pour faire couleur locale. Exotisme quand tu nous tiens...

Décidément, tout fout le camp, vl'à pas que Duralex à Rives-de-Giers veut virer 250 salariés, soit le tiers de l'effectif. *Dura lex sed lex*, surtout celle du capital, on ne le répétera jamais assez. Itou pour 228 des 378 salariés des Verreries mécaniques champenoises victimes annoncées d'un plan social, mais au moins là-bas, la direction offre le champagne.

Eurotunnel, chronique d'une faillite annoncée, 750 emplois sous la mer. Une forme de scandale de Panama à la sauce mentholée. IGR (Institut Gustave, ça sent le Roussy) pour 200 agents du service hôtellerie-restauration bientôt vendu au secteur privé dans le cadre d'une privatisation à petits pas du service public de santé.

Dans le même temps, on apprend que 800 lits sont menacés de fermeture à l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP). Canicule, si tu reviens...

Après l'hosto, le rail qu'on vend au plus offrant. Pendant que le premier train privé circule sur les voies (encore publiques) malgré une petite résistance symbolique des syndicats, la direction annonce la suppression de 3000 emplois à la SNCF. D'une pierre, deux coups, deux moindres coûts... moins d'agents à statut, des contrats avec le fret privé à moins 10 % grâce aux bas salaires et aux conditions de travail dégradées de leurs employés.

Et le Code du travail qui prend l'eau avec cette nouveauté qu'est le CDI précaire. Deux ans de période d'essai, le retour du contrat de mission, et sans indemnité de licenciement ou de précarité... Corvéable à merci! Si t'es pas content t'as qu'à devenir domestique, Borloo veut créer 500 000 emplois de services à la personne. Ça tombe bien, y'aura bientôt plus de place à l'hosto.

Libéralisation, contrat de travail pourri, nouvelle domesticité, encore un point pour le Medef ou, bientôt, si l'on en croit les sondages, « exploiteur » se conjuguera au féminin... Le sens du progrès?

Faut pas s'étonner que ça déprime dur et que les neuroleptiques soient à la mode chez les travailleurs. Le CHS-CT de Giat Industries (le marchand de canons) publie un rapport d'expertise où il apparaît que le plan de restructuration (3300 suppressions de postes) tape sur le système. 87,5 % des salariés affirment que le plan a un effet négatif sur leur santé, 71 % qu'ils sont victimes d'anxiété, 61 % d'insomnies, 22 % sont dépressifs... Le travail, c'est la santé... du capital, y'a pas!

Quant à Bolkestein, il fait toujours des émules, cette fois dans la marine marchande où Irish Ferries après avoir lourdé 187 marins irlandais, trop bien payés, a embauché pour les remplacer des marins de l'Est et des marins philippins, sans doute plus sobres, et surtout moins chers. Les routiers polonais et slovaques

Après le lundi de Pentecôte / journée de solidarité, les vieux nous remercient :

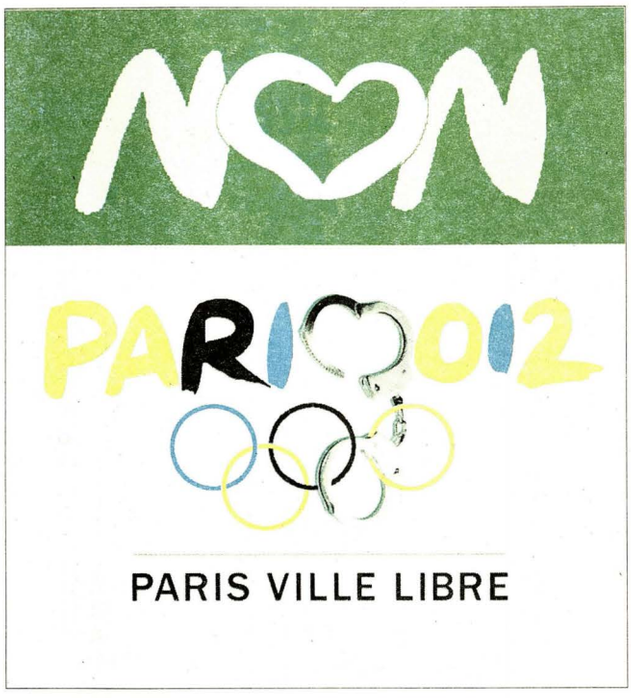
découvrent à leur tour la directive et l'Europe en roulant 20 heures sur 24 pour un salaire de 150 euros par mois. Conduite en état de grande fatigue pour le compte d'une société italienne. Une forme de servitude moderne, pas du tout volontaire... Toujours plus flexible aussi.

Selon le BIT, en Pologne les CDD courts dans la grande distribution sont passés de 4,5 % en 1987 à 21 % en 2003. Pour les heures sup, c'est aussi foutu : 70 % des Polonais et 48,5 % des Slovaques n'en voient pas la couleur. Quant aux accidents du travail, ils ont augmenté de 50 % en Estonie entre 1990 et 2000. Europe libérale, quand tu nous tiens... Si t'es pas jouasse t'as qu'à aller bosser en Chine pour 1000 euros, c'est ce que propose le patron de Corai à condition toutefois de parler anglais... sinon, tu appelles Borloo qui rime avec petits boulots.

Des lendemains qui vont déchanter chez l'ami Tony. Une boîte d'assurance a réalisé une étude qui fait apparaître que 55 % des Britanniques ne cotisent pas assez pour avoir à terme une retraite correcte, 30 % si on tient compte des cotisations patronales pour certains. L'étude montre que les Britanniques devraient cotiser à hauteur de 12 % de leurs revenus pour s'assurer un futur décent, mais la plupart ne cotisent qu'à 9,3 %. Une personne sur cinq économise moins de 6 %, et 17 % des salariés ne cotisent pas du tout faute de moyens. Résultats des courses, la pauvreté a un bel avenir outre-Manche. Vous avez dit « retraite » par capitalisation... Le rêve américain, c'est plus ça non plus. Argentine, le taux de chômage (officiel) est remonté à plus de 13 % et General Motors aux États-Unis s'apprête à supprimer 25000 emplois sur trois ans.

Deux bonnes nouvelles pour finir. La première, les intermittents du spectacle, toujours en lutte, se mobilisent à nouveau compte tenu de négociations insatisfaisantes. Les festivals ont du mouron à se faire et du plomb dans l'aile... un été de mobilisation, autant le dire. 1035 milliards de dollars, c'est le total des dépenses militaires en 2004 dans le monde (47 % pour les États-Unis), comme quoi y'a des secteurs en développement où les risques de délocalisations sont limités. Travailleur de la guerre, voilà un plan de carrière... encore que chez Giat, ce ne soit pas si sûr. Décidément, tout fout le camp ! Y'a plus qu'à se muscler le social pendant l'été, et là peut-être, que l'automne, enfin, sera chaud. On peut l'espérer. **H.**

Non aux Jeux olymFRIC !



Un collectif anti-jeux Olympiques s'est constitué pour dénoncer la candidature de la ville de Paris pour les JO de 2012. Plusieurs actions et débats ont déjà été menés : rassemblement devant l'Hôtel de Ville, débat avec des critiques du sport... Une nouvelle action est prévue le samedi 2 juillet devant le Comité national olympique et sportif français.

Du pain et des jeux ! Voilà ce que veut le bon peuple. La Coupe du monde de football de 1998 a été le succès que l'on connaît. Pourquoi pas des JO pour 2012 ?

Refuser les JO, c'est refuser l'immense opération publicitaire qui s'est déjà engagée. C'est dire non aux entreprises qui, non mécontentes des retombées financières, se redorent le blason avec les prétendues valeurs positives de l'olympisme. Lagardère, marchand d'armes, Carrefour et un conflit qui n'en finit pas avec ses salariés précaires, Bouygues, couleur de béton et maintenant fer de lance de jeux éthiques et respectueux de l'environnement (principaux arguments de la candidature parisienne), Accor, principal collaborateur du ministère de l'Intérieur quant à l'hébergement des futurs sans-papiers expulsés et ainsi de suite...

C'est refuser encore un endettement public au seul profit des entreprises privées. C'est l'État qui financera le coût structurel de l'opération, pour seule contrepartie une image positive, afin d'attirer les investisseurs. Se cache aussi derrière cette opération un nouveau plan d'urbanisation faisant de Paris une ville toujours plus propre, où les classes pauvres seront définitivement rejetées au-delà du périphérique. Ce sera l'occasion ou jamais d'en finir avec la misère par une militarisation de l'espace public : l'argument sécuritaire de la candidature a été maintes fois répété.

C'est refuser itou une remise en cause du droit du travail. Rappelons-nous de sans-papiers travaillant au noir pour l'édification du Stade de France. Puis cette citation du site Paris 2012 : « Notre législation riche et flexible est adaptée à l'organisation des Jeux. Cependant, la France s'engage à prendre toute disposition législative ou réglementaire qui s'avérerait nécessaire au bon déroulement des jeux Olympiques. »

C'est en finir enfin avec les prétendues valeurs de l'olympisme. Le sport est érigé aujourd'hui en un système politique et économique où l'individu n'est plus qu'une marchandise, un capital corps que l'on mesure, dont on exige un rendement, des records, de la concurrence. Résultat sportif rime avec chèque sonnant et trébuchant.

Non aux jeux Olymfric, ni ici ni ailleurs !

RDV à 14 heures le samedi 2 juillet devant le Comité national olympique et sportif français, 1, avenue Pierre-de-Coubertin, 75013 Paris (RER Cité-universitaire)

contactcajo@no-log.org

Marseille : 28 et 29 mai

Marche mondiale des femmes

COMME SOUVENT lors de meetings ou de manifestations féministes, les émotions sont au rendez-vous et s'expriment, loin de la froideur – apparente ? – d'autres réunions politiques ou militantes !

Au cours de la séance du dimanche matin, quand la chanteuse Claude Michel a interprété sa chanson sur les femmes nigérianes et béninoises « déportées » dans les rues de Brest au profit des clients de la prostitution, quelques femmes d'origine africaine sont montées sur la scène pour l'embrasser, et quasiment toute la salle avait les larmes aux yeux !

Le passage de la Marche mondiale à Marseille, c'était aussi de l'énergie, des révoltes et des projets mis en commun – symbolisés par la bannière tissée de pays en pays ; des rencontres imprévues, avec des associations proches de nos idées ; des chansons féministes, sur un air d'accordéon, etc.

La présence de toutes ces femmes, venues des quatre coins de l'Europe et de plus loin, voire beaucoup plus loin, de l'Algérie, du Maroc ou de l'Iran, montre que les luttes n'ont pas de frontières, mais que les conditions sont aussi différentes de celles que nous connaissons. Il y a tant d'autres expériences à partager...

L'insatisfaction de nombreuses participantes s'est vivement exprimée face à l'organisation décevante : pour d'obscures raisons de sécurité, beaucoup d'entre nous n'ont pas pu entrer dans les salles des forums, notamment celles du conseil général, alors qu'un immense hall vide aurait pu être utilisé.

Une interrogation : nos revendications spécifiques, communes à beaucoup de femmes, anarchistes ou non, sur une laïcité sans équivoque, ont-elles été entendues ?

Lors de la manifestation, le supplément gratuit du *Monde libertaire* et les autocollants ont été très bien accueillis et des discussions intéressantes ont eu lieu.

Autour des événements de cette marche, restera aussi le souvenir des bons moments passés avec Anne, Alexis, Vincent, Nathalie, Leila, Guillaume, etc., et ces belles rencontres se prolongeront sans doute dans les mois à venir...

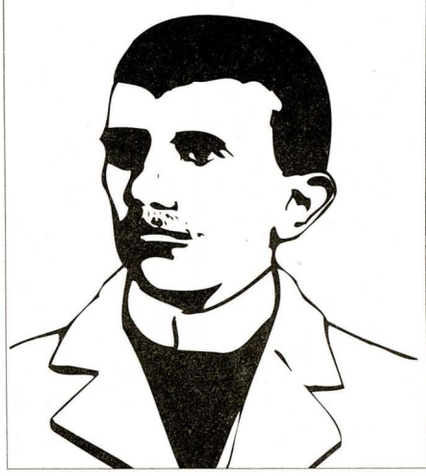
Mais une image nous obsède : celle d'une petite fille traversant la manifestation avec son père, à peine 7 ans elle porte un voile et se bouche les oreilles... Continuons de hurler, pour que nos cris parviennent un jour jusqu'à elle !

Emma, Caroline, Marie-Jo, Élisabeth
Pour la commission Femmes
de la Fédération anarchiste

Erich

Dessins: Olt

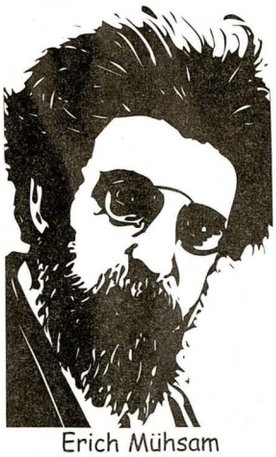
Né le 6 avril 1878 à Berlin, dans une famille de pharmaciens juifs. À l'âge de 17 ans, Erich Mühsam est renvoyé du lycée de Lübeck pour « menées socialistes ».



Dès lors il fréquente la bohème artistique et écrit pour des journaux satiriques.

En 1900, il se lie d'amitié avec Gustav Landauer, et s'engage avec les anarchistes. En 1904, il participe à la communauté de Monté Verità (Suisse). En 1909, à Munich, il fonde le groupe « Tat » fédéré au Sozialistischer Bund puis crée en 1911 son propre journal « Kaïn » où il exprime son pacifisme anarchiste.

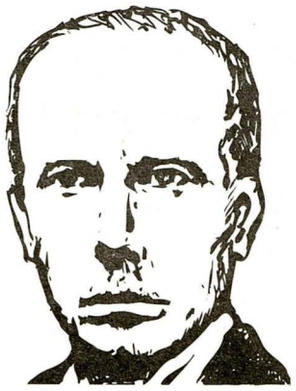
Mühsam, Landauer, Toller et Marut (alias B. Traven) en sont les principaux dirigeants, mais ils sont évincés par les communistes une semaine plus tard. Mühsam est arrêté le 13 avril et, après la victoire de la réaction, il est condamné à quinze ans de prison.



Erich Mühsam

Gustav Landauer

Ernst Toller



Ret Marut (Traven)

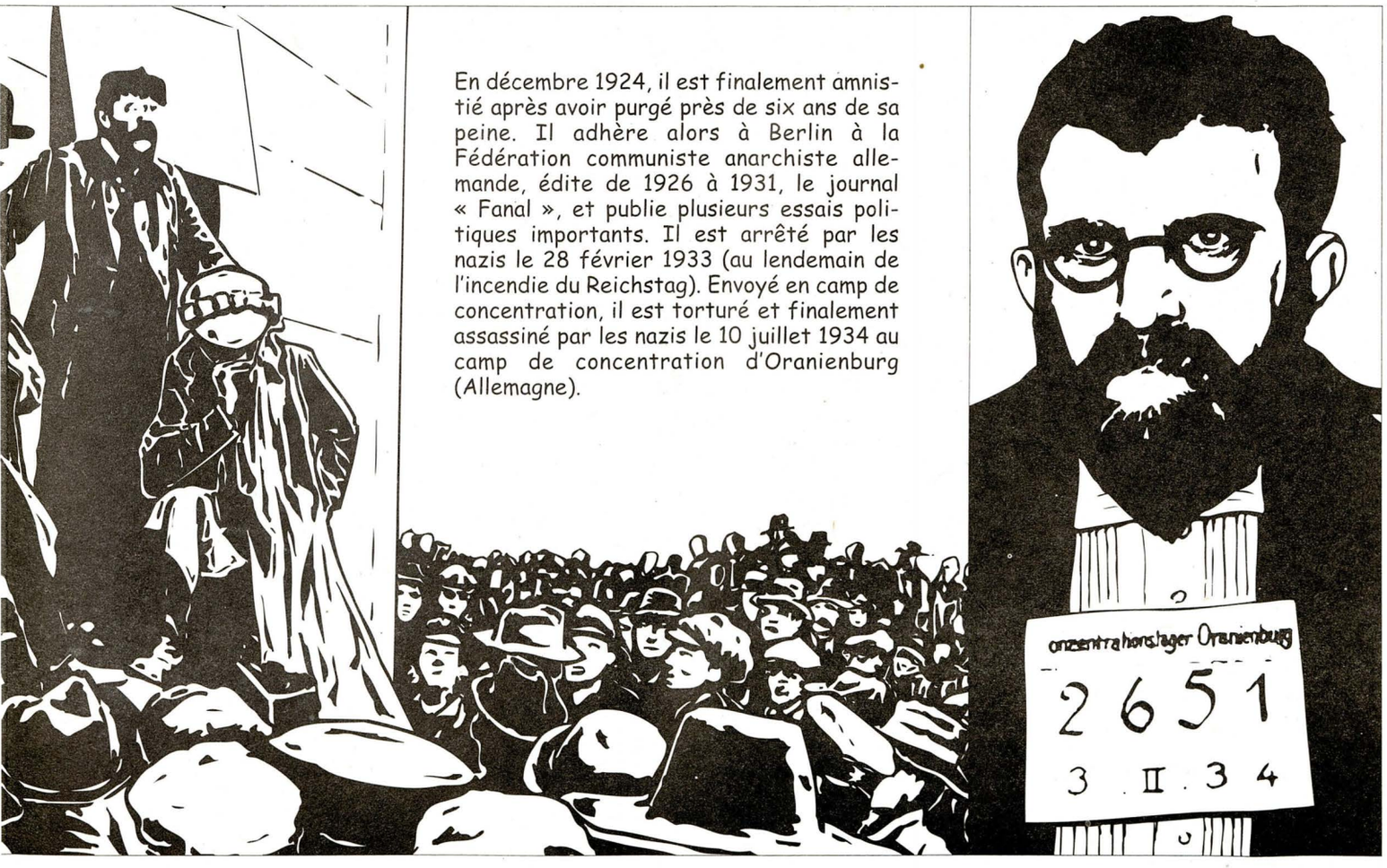
Mühsam

Textes: Éphémeride anarchiste

Déconcerté par la déclaration de guerre, il tente, en 1916, de rassembler les résistants à la guerre.

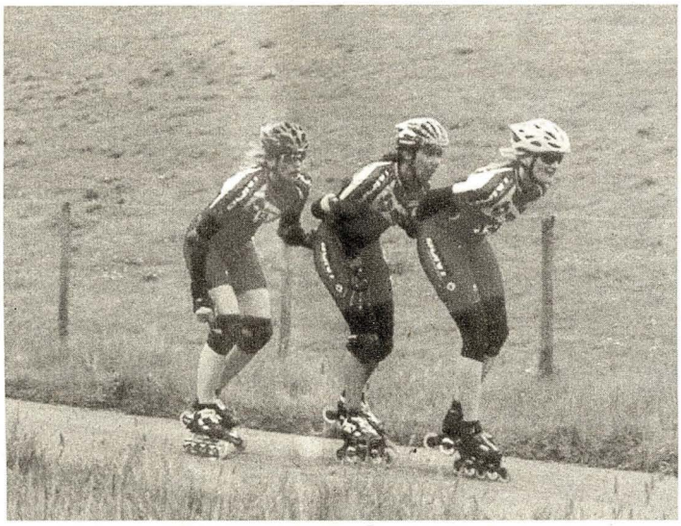
Mais il est expulsé par le gouvernement de Bavière et placé en résidence surveillée dans une ville de province. À la chute de la monarchie, le 7 novembre 1918, il est de retour à Munich, et s'engage dans le processus révolutionnaire qui aboutit, le 7 avril 1919, à la proclamation de la République des conseils de Bavière.

En décembre 1924, il est finalement amnistié après avoir purgé près de six ans de sa peine. Il adhère alors à Berlin à la Fédération communiste anarchiste allemande, édite de 1926 à 1931, le journal « Fanal », et publie plusieurs essais politiques importants. Il est arrêté par les nazis le 28 février 1933 (au lendemain de l'incendie du Reichstag). Envoyé en camp de concentration, il est torturé et finalement assassiné par les nazis le 10 juillet 1934 au camp de concentration d'Oranienburg (Allemagne).



Le genre

La construction sociale du sexe biologique. Pourtant un concept simple, ce terme reste mal compris et souvent surcompliqué parmi celles et ceux qui luttent pour l'égalité des sexes.



Commençons alors par expliquer l'idée, assez irréfutable, derrière la question du genre. À la base, nous devons accepter que la plupart des personnes sont nées avec un sexe biologique faisant d'elles un « mâle » ou une « femelle » selon leurs organes sexuels. Tu as un pénis, tu es alors un mâle ; tu as un vagin, tu es alors une femelle.

Mais le sexe biologique n'est qu'un noyau. Il faut ensuite imaginer que chacun d'entre nous, partant du constat qu'on est mâle ou femelle, construira son identité – pas tout seul, mais à l'aide de la société bien sûr – pour enfin donner un sens au fait d'être mâle ou femelle. C'est-à-dire que la société nous donne une image qui transforme notre sexe biologique (mâle/femelle) en construction sociale (masculine/féminine) et que cette construction donne un sens socio-culturel au fait d'être « mâle » ou « femelle ».

Dans une société basée sur l'ordre moral, la construction sociale se fait en imposant une identité « masculine » ou « féminine » teintée par la société (capitaliste et hiérarchisante dans notre cas) et trouvant des origines aussi dans les vestiges de la religion. Ce sont ces concepts, « masculin » et « féminin », qui donnent un sens social à notre sexe biologique et qui établissent notre genre.

Cette transformation (du sexe mâle/femelle en genre masculin/féminin) est un processus qui débute souvent avant même que l'on soit né. Combien de parents décorent la chambre de l'enfant anticipé en fonction d'un mini-zizi perçu à l'échographie ? Suivront les vêtements et les jouets, plus tard la musique et la télévision, ensuite le travail et les relations de couple, pour n'en expliciter que quelques facteurs qui nous influencent.

Il faut imaginer la personne comme un récipient vide ne contenant à la naissance qu'un noyau biologique faisant d'elle un mâle ou une femelle. Au cours de sa vie – et dès sa venue au monde –, ce récipient commence à se remplir avec des messages qui construiront son identité sociale et sexuelle. Donc, ce ne sont plus les « femelles » qui réussiront moins bien dans les cours de maths à l'école, mais déjà les « filles », femelles de construction féminine, dans une société qui veut faire d'elles les moins fortes. Ce ne sont pas les « mâles » qui auront des difficultés à exprimer leurs sentiments, mais plutôt les « garçons », mâles de construction masculine, dans une société qui veut faire d'eux des hommes forts sans émotions (trait du genre féminin).

Si nous acceptons que le masculin et le féminin soient alors des constructions sociales de notre sexe biologique qui nous mènent d'un point strictement biologique (le pénis ; le vagin) à un sens plus large (et sociétal) donnant lieu à la construction de l'homme et de la femme, nous devons nous poser la question de comment (ou de si l'on peut) défaire cette construction sociale ?

En tant qu'anarchistes (anti-hiérarchiques et égalitaires), nous sommes tenus par notre idéologie d'accepter l'égalité entre les mâles et les femelles (même si certains de nos prédécesseurs n'avaient pas poussé cette question à sa fin logique) et donc de nier tout argument fondé sur la division dite naturelle des sexes. Certes une femme peut tenir à sa « féminité » et un homme à sa « masculinité » et les deux peuvent aller jusqu'à défendre cette position s'il ou elle le veut. Mais contrairement à une conception biologique de caractéristiques inhérentes mâle/femelle, la notion du genre nous permet de voir ces affirmations comme étant des constructions sociales et culturelles et nous permet donc de voir la possibilité de surmonter, voire d'anéantir, ces divisions construites.

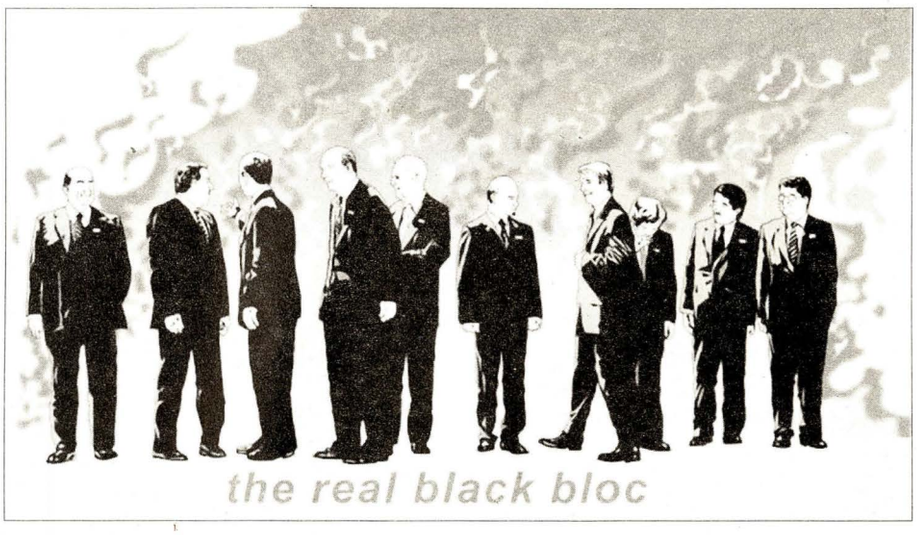
Du moment où l'on accepte que les rôles attribués aux sexes biologiques (mâle et femelle) sont influencés par des facteurs socio-culturels, nous reconnaissons l'existence du genre. Du moment où nous acceptons ce constat, nous sommes déjà en meilleure position pour se battre contre l'inégalité homme-femme, de fait une construction sociale établie pour subordonner une partie dite inférieure de la population par les détenteurs de pouvoir.

Définir l'être en tant que genré plutôt que sexué nous aide à être plus inclusifs et inclusives et nous permet de réfuter des concepts bourgeois existant pour renforcer l'ordre social, moral et hiérarchisant.

Jocelyne
groupe FA de Marseille

Appel de l'Anarchist Federation contre le G8

G8 : chefs d'État, dehors !



Rejoignez l'Anarchist Federation dans le cortège anticapitaliste de la manifestation du 2 juillet à Édimbourg, Écosse. Pour s'y rendre à partir de Londres, des trains sont organisés par le réseau *Dissent*. Des espaces de campement sont prévus à Glasgow et Édimbourg.

Anarchist Federation

DÉBUT JUILLET, huit hommes de huit pays différents seront à Gleneagles, en Écosse, pour prendre des décisions qui affecteront la planète entière. Qu'est-ce qui leur fait croire qu'ils ont le droit de décider pour nous ? Beaucoup de gens, partout dans le monde, pensent que ces soi-disant chefs n'ont pas ce droit. Certains d'entre eux se réunissent en Écosse, tandis que d'autres initient des actions dans leur propre pays et communauté, afin de protester contre l'arrogance de ces chefs mondiaux, et d'affirmer que les seules personnes à qui nous faisons confiance, c'est nous-mêmes.

Il existe beaucoup de raisons de rejeter leur domination. Tout d'abord, ils se rassemblent pour discuter de problèmes mondiaux comme la pauvreté, le terrorisme et les crimes internationaux, alors qu'ils les ont eux-mêmes créés. Ce sont leurs politiques et leur soutien au système économique mondialisé, fondé sur la compétitivité et la cupidité, qui ont amené l'humanité au bord du désastre. Personne ne se sent davantage en sécurité après cinq années de « guerre à la terreur ». La guerre en Irak, le soutien à Israël et à des gouvernements réactionnaires tels que l'Arabie Saoudite et l'Ouzbékistan n'ont fait que développer le fanatisme religieux.

Même si beaucoup ont été satisfaits de voir l'effondrement du régime islamique en Afghanistan, le gouvernement, soutenu par les Américains et les Britanniques, n'est pas vraiment un progrès. La dépendance à l'héroïne a augmenté, et, récemment, une chanteuse qui a osé vouloir casser le moule islamique de la femme a été assassinée. Beaucoup de gens commencent à se demander quelle était la véritable motivation de l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak. Le manque d'intérêt sérieux pour les violations des droits de l'humanité mène à la conclusion que cette véritable motivation pour renverser ces régimes d'oppression, c'était l'accès au pétrole.

De la même façon, on ne prête qu'une attention hypocrite à la pauvreté dans les pays en voie de développement. On exprime un intérêt, on se donne des « objectifs » qu'on n'essaie jamais d'atteindre. En fait, ces objectifs ne peuvent pas être atteint car ces gouvernements soutiennent également les banques et les entreprises qui sabordent les économies plus pauvres du monde, tout en feignant d'ignorer la vente d'armes aux dictateurs, qui

les utilisent contre leur propre peuple. Il en va de même pour leur « domination » chez eux. Comme nous le savons toutes et tous, la Grande-Bretagne de Blair, tout comme celle de Thatcher, est truffée de problèmes de chômage, de services inadaptés, de coûts du logement qui montent en flèche, et de jeunes laissés-pour-compte. La situation est la même dans les autres pays du G8. Alors devrions-nous croire que ces politiciens vont sauver le monde ? Les seules conclusions à en tirer sont qu'ils sont complètement indifférents au sort du monde, ou qu'ils sont incompétents !

Nos « chefs » peuvent nous répondre qu'après tout, nous votons pour eux. Cependant, les taux de participation aux élections sont toujours bas. Les politiciens pourraient nous dire que cela est dû à l'apathie des gens, mais cela n'est pas le cas. Au contraire, si les gens ne votent pas c'est parce qu'ils n'ont aucune confiance dans les partis politiques, quels qu'ils soient. Des années de promesses non tenues, sans signe d'amélioration aucune dans la qualité de vie des gens, ont rendu la population très cynique. Et même si les gens votent, ils s'empressent d'ajouter qu'entre deux maux, ils ont choisi le moindre. Il est extrêmement clair que les politiciens, de quelque bord qu'ils soient, ne représentent qu'eux-mêmes et leurs propres intérêts.

C'est pour toutes ces raisons qu'il est important de leur faire savoir ce que nous pensons d'eux. Bien que nous ne puissions changer réellement des choses que là où nous vivons et travaillons, là où nous prenons de plein fouet les difficultés concrètes et la brutalité d'un système économique conduit par la recherche du profit, et d'un État qui opprime, il est important de faire entendre nos voix. Vous pouvez faire cela de plusieurs façons. La façon la plus évidente est de venir en Écosse pour vous joindre aux manifs et aux actions. Il est probable que financièrement, cela représente une difficulté pour la plupart, mais vous pouvez néanmoins organiser des manifestations dans votre ville, contre tout ou partie du problème : une station-service, le siège d'une entreprise, des fournisseurs d'armes… le choix est vaste ! Vous pouvez encore prendre une journée de congés, pour signifier que vous ne voulez pas faire partie de ce système. Si vous vivez et travaillez en Écosse, refusez toute activité liée au service du G8. Prenez votre journée si vous travaillez à Gleneagles. Si vous sentez que vous ne pouvez pas, alors rendez-leur la vie dure comme vous pouvez : crachez dans leur soupe ! Quoi qu'il en soit, faites passer le message de votre action : ces huit hommes ne sont pas nos chefs, ils ne parlent pas pour nous. Nous voulons un futur différent de celui qu'ils nous préparent. Et longtemps encore après le sommet, nous nous battrons, partout, contre leur monde et pour le nôtre.

Anarchist Federation (GB et Irlande).
info@afed.org.uk
(texte traduit de l'anglais)

Invitation à l'Assemblée anarchiste et anti-autoritaire

le 3 juillet 2005 à Edinburgh, Écosse

Du 6 au 8 juillet 2005, le G8 tentera de tenir son sommet annuel dans la luxueuse station de Gleneagles en Écosse.

Comme lors de tous les récents sommets des puissants de ce monde, des milliers de personnes investiront la rue en signe de résistance.

Nous, anarchistes et anti-autoritaires du Royaume-Uni, appelons les anarchistes et autres mécontents à travers le monde à travailler ensemble dans le cadre de pratiques et d'actions directes afin de perturber efficacement ce sommet, en exprimant notre solidarité dans l'action.

Nous appelons à une assemblée de tous les anarchistes et anti-autoritaires à Édimbourg le 3 juillet 2005, afin de coordonner nos actions contre l'ouverture du sommet le 6 juillet, et faciliter toute autre activité anti-autoritaire entre le 4 et le 8 juillet.

L'organisation de cette assemblée se fera de façon horizontale et sans hiérarchie afin de permettre à chacun d'y participer.

Nous ne souhaitons pas faire pression sur ceux qui sont au pouvoir, nous ne voulons pas de siège à leur table. Nous nous opposons à leur existence même. Dans un monde où huit hommes influent sur les vies de millions d'autres – entraînant destruction et souffrance – la liberté, l'autonomie et l'auto-organisation pour lesquelles nous luttons n'a pas de place.

Le G8 a été créé afin de permettre au capitalisme de montrer un visage uni contre une opposition grandissante, afin de minimiser les failles mises en évidence par la résistance populaire. C'est le système qui se cache derrière ce masque que nous voulons détruire, le capitalisme.

Durant ce sommet du G8, nous pouvons, collectivement, faire converger nos luttes, nous donner les moyens de mettre en commun notre force de résistance et de mettre en pratique certains aspects du monde que nous portons dans nos cœurs.

Dans le monde entier, ces luttes prennent des formes diverses – de l'opposition aux institutions internationales, aux entreprises, à l'État ou à l'oppression dans nos écoles, sur nos lieux de travail et dans nos lieux de vie. Elles émergent d'endroits et d'expériences variés, mais elles sont unies dans la résistance.

En lançant cet appel, nous sommes pleins d'espoir. L'opposition à ce système destructeur a été constante. Ces dernières années, les manifestations contre ces sommets ont rendu impossible pour ceux qui sont au pouvoir de clamer leur légitimité à représenter le peuple. Tous les murs qu'ils ont construits autour de leur « zone rouge », toutes les actions policières de répression et tout le matraquage médiatique afin d'effrayer les populations montrent bien que leur temps est révolu, et que le nôtre arrive !

Ce 3 juillet, nous nous rencontrerons, échangerons et nous organiserons afin que, le 6 juillet, ce sommet du G8 ne commence jamais.

Nous vous invitons à vous impliquer. Afin de participer aux discussions de cette assemblée, faites-nous savoir votre venue et vos éventuelles possibilités de traduction. Contactez-nous : <aaa_assembly@hushmail.com> et nous vous enverrons plus de détails.

Nous attendons avec impatience de vos nouvelles !

Love & Rage

Anarchist/Anti-Authoritarian Assembly
(texte traduit de l'anglais)

Regards sur la mobilisation libertaire lors du G8 d'Évian

France, juin 2003 : Évian, petite ville bourgeoise de Haute-Savoie, accueille le G8, sommet des puissants de ce monde… Été 2005, Écosse… le G8 se réunit à nouveau.

Retour sur la mobilisation des libertaires en France à l'occasion du G8 d'Évian, à travers l'action de la CLAAAC (Convergence des luttes anti-autoritaires et anti-capitalistes contre le G8) et la réalisation du VAAAG (Village anticapitaliste, alternatif, anti-guerres) qui s'est tenu du 27 mai au 3 juin 2003 à Annemasse.

Sophie

Photo de Sophie Vincent

Photo de Catherine Sorin ainsi que page suivante.

Sophie milite à la Fédération anarchiste, à Chambéry.

Les motivations de la mobilisation du mouvement libertaire contre le G8 d'Évian étaient multiples.

Tout d'abord, nous ne voulions pas nous satisfaire d'un affrontement avec les forces de l'ordre et d'une manifestation unitaire où le message politique est on ne peut plus flou, où les gens savent qu'ils sont là pour manifester contre un sommet, mais où il est difficile de voir pour quoi (pour quel projet politique) ils se rassemblent, car ONG, extrême (ou pas) gauche, réformistes, mouvements citoyennistes, révolutionnaires et anarchistes se trouvent mélangés dans ce grand mouvement « antiglobalisation », véritable fourre-tout politique allégrement récupéré par la gauche citoyenniste.

Il s'agissait donc pour le mouvement anarchiste, à l'occasion du G8, de rendre visible ses idées politiques, mais aussi ses pratiques, par un nouveau mode d'apparition.

Nous avons voulu créer un pôle de résistance marqué, un espace de rupture revendiquant une véritable identité anticapitaliste, mais aussi organiser un moment d'expérimentation autogestionnaire ouvert à toutes celles et ceux qui désiraient y participer, et où tout le monde pouvait trouver sa place.

Ce projet s'est dessiné à travers l'organisation collective d'un village, qui ne fut pas seulement un camping, mais surtout un lieu de vie et un lieu politique, où une organisation autogérée fut appliquée autant dans ses mois d'élaboration préalable, dans sa construction que dans ses quelques jours de vie.

La mise en place de ce village devait aussi nous permettre de donner à voir les différentes formes de luttes et d'alternatives, pensées ou existantes, au système capitaliste, grâce à l'organisation de débats et de projections autour d'expériences alternatives, d'expériences de luttes d'ici et d'ailleurs, et de réflexion collective sur cette société où l'État et le capitalisme, main dans la main, programment guerres, misère et inégalités perpétuelles…

Nous souhaitions, par cette initiative, fédérer durant un moment celles et ceux qui vivent et/ou pensent une réelle alternative au système capitaliste.

Nous avons utilisé le calendrier des grandes rencontres du pouvoir pour en faire un moment de démonstration politique anticapitaliste, pour la construction d'un projet de société alternatif. Pour cela, il fallait que les libertaires soient visibles, ainsi que leurs idées, et que la différence soit faite entre les professionnels de la représentation citoyenne et les mouvements de gauche, qui ne font que lutter contre un capitalisme trop sauvage à leur goût, mais qui, d'aucune manière, ne remettent fondamentalement en cause le système. C'est pour cette raison que nous avons fait le choix de ces deux initiatives propres au mouvement anarchiste, qu'ont été le VAAAG et la CLAAAC.

Le VAAAG, c'était quoi ?

Ce village, dont l'initiative fut lancée par No Pasaran, fut organisé par des collectifs locaux montés un peu partout en France et aussi en Allemagne, par des personnes qui militent dans des organisations telles que la FA, No Pasaran…, mais aussi des militants associatifs, des syndicalistes, des personnes rattachées au mouvement autonome, et des individus « sans étiquette »…

Ces collectifs ont, pendant 5 mois, élaboré, réfléchi, organisé le VAAAG : de la logistique (matériel, chapiteaux et tentes, mobilisation des ressources et compétences nécessaires, denrées alimentaires, obtention du terrain…) à l'élaboration de la Charte du village (qui guidera son fonctionnement autogestionnaire), tout a été réalisé collectivement, à travers des rencontres régulières. Les collectifs ont également monté des cantines, qui seront les points centraux de chaque quartier du futur village. Le VAAAG a été autofinancé par ces collectifs (actions et soirées de soutien) et par son activité, en proscrivant les rapports

marchands (installation gratuite des participants, cantines à prix libre, boissons à prix modique…)

Une fois sur place, une fois l'éco-auto-construction réalisée sur le terrain obtenu à Annemasse, le VAAAG a pu ouvrir.

Le VAAAG, ça a été des milliers de personnes partageant des règles de vie collective, solidaires, égalitaires et libertaires, s'autogérant grâce à des assemblées générales quotidiennes où toutes et tous participent aux décisions et à la répartition des tâches, tout cela au sein de « barrios » (quartiers) organisés autour de chaque cantine. Au sein du VAAAG fonctionnaient également une boulangerie, une radio, un espace enfants, un espace médical, juridique… et des espaces festifs (bars, concerts).

Sur le plan politique, au-delà des débats, des tables de presse et des stands d'éditions alternatives permettaient l'accès à des ouvrages, brochures, textes, journaux, afin de permettre à chacun et chacune de s'informer plus amplement sur le mouvement anarchiste, ses idées et ses pratiques.

Ces activités ont permis d'échanger, réfléchir ensemble sur des bases communes clairement anticapitalistes, entre personnes d'horizons divers, et c'est cela qui nous intéressait: se rencontrer, construire et vivre une expérience constructive.

Ce fut l'occasion de rendre concrète, non seulement pour les militants mais aussi pour toutes celles et ceux qui s'investissent un peu politiquement, cette idée d'autogestion si souvent évoquée, reprise, et malheureusement galvaudée. Cela a aussi permis de toucher « monsieur et madame Tout le monde », qui regardaient la télé et craignaient d'avance ces « hordes d'altermondialistes » qui allaient débarquer dans leur chère ville d'Annemasse. Ils ont vu, sont venus, ont compris certaines idées et ont apprécié notre manière de fonctionner et nos valeurs… Un autre possible se dessinait enfin. Nous avons, par cette expérience, rendu crédible l'idée autogestionnaire et anticapitaliste.

On peut réellement parler d'expérimentation de l'autogestion, et celle-ci fut réussie. Réussie grâce au travail préalable fourni par une centaine de personnes en terme d'aspects pratiques et politiques, et grâce à la prise en main du village par celles et ceux qui y participèrent durant les quelques jours de mobilisation, acceptant sa charte et faisant vivre le village. Ce sont ces éléments qui ont permis à cette expérience de réussir: organisation, préparation et spontanéité, sur des bases communes, collectives et solidaires, clairement définies ensemble.

Et l'action de la CLAAAC ?

La CLAAAC a permis de fédérer des organisations telles que la Fédération anarchiste, l'Organisation communiste libertaire, No Pasaran… et bien d'autres, des associations, des syndicats comme la CNT, et des organisations anarchistes étrangères, autour d'une base politique commune et d'une intervention conjointe lors du G8.

L'ensemble du mouvement libertaire était donc réuni en un cortège rouge et noir rassemblant entre 5000 et 7000 personnes lors de la manifestation du 1er juin, montrant que le mouvement anarchiste est une force incontournable dans le paysage politique et social actuel. Ce cortège a permis de faire exister dans cette grande manifestation un pôle politique et syndical anticapitaliste, antiautoritaire, antipatriarcal et révolutionnaire qui soit autonome des courants réformistes, des ONG et de tout ceux et celles qui veulent simplement humaniser le capitalisme. Cette manifestation restera probablement dans beaucoup de têtes de ceux et celles qui l'ont vécue comme un événement important.

Sur le plan de l'action politique, il y a bien sûr eu aussi des blocages, et des actions communes avec les manifestants suisses. Le lien fédérateur de la CLAAAC et du VAAAG a donc aussi permis d'élaborer des actions directes, des blocages des voies d'accès à Évian et des actions politiques telle que la manifestation improvisée contre le Parti socialiste, venu faire la leçon aux altermondialistes.

Ces actions ont été menées par celles et ceux qui le désiraient, dans le respect de ceux et celles qui n'y participaient pas, dans ce contexte de délire sécuritaire mis en place par l'État français, où la problématique de la violence et de la répression a pris beaucoup de place, plus que ce que l'on aurait voulu.

Cet événement, cette mobilisation libertaire contre le G8, a été un moment de communication directe, de construction et de renforcement du mouvement anarchiste. Nous avons su nous fédérer sur des bases politiques et des objectifs communs.

Par les nombreuses actions menées, par l'expérience du VAAAG et de la CLAAAC, nous avons montré que nous pouvions être une force de contestation et de protestation en même temps qu'une forme d'alternative sociale porteuse de pratiques autogestionnaires. Nous avons, je pense, avancé sur le chemin de l'élaboration et de l'expérimentation de pratiques alternatives, en nous auto-organisant et en restant autonomes dans nos luttes, fonctionnements et pratiques.

La force du mouvement libertaire réside bien dans cette capacité à allier la contestation aux expériences d'alternative sociale. Et c'est pleinement ce qui a été réalisé lors de ces journées de mai-juin 2003 ! Lutter, résister et créer.

S.

Pour plus d'infos sur le VAAAG et la CLAAAC:
- *VAAAG: textes collectifs et témoignages*, Éditions No Pasaran et Éditions du Monde Libertaire, 2003.
- sur le site de la FA: <http://www.federation-anarchiste.org/public/>.

À l'épreuve du réel !

Retour en image sur le VAAAG
Film réalisé par Florence Miettaux et Grégory Mouret

Des premières réunions de préparation à la vie autogérée du village, des actions et manifestations jusqu'au dernier jour du VAAAG, ils étaient présents, caméra à l'épaule, afin de témoigner en image de ce que fut la mobilisation libertaire lors du G8 d'Évian. Des heures et des heures de tournage pour arriver, deux ans plus tard, à ce petit film d'une heure.

On aura le plaisir de revivre ou de découvrir le VAAAG au quotidien, les blocages, la protestation contre le PS, les manifs du 1er juin… Ce sont aussi les questions relatives à l'organisation de l'action collective qui sont abordées dans ce film… Je n'en dirai pas plus, le débat se fera après chaque projection…

Merci encore à nos deux compères pour avoir eu l'idée de faire ce film, et l'énergie pour le mener à terme.

Si vous souhaitez organiser une projection du film, ou vous le procurer: <flom@no-log.org>.

La vie est belle

quand on ne paye pas de loyer

Le sous-sol de Paris est compliqué, mais, en gros, connu. Le sous-sol de New York est plus compliqué, et beaucoup moins bien connu. Par exemple, au XIXe siècle, quinze compagnies de gaz différentes utilisaient chacune son propre réseau de conduits, énormes, à présent presque tous désaffectés.

Le métro de New York et ses cinq « boroughs » s'étend sur 1169 kilomètres. Il compte 466 stations. Certains des tunnels sont situés si bas qu'il faudrait passer dix-huit étages pour les atteindre. Le culte américain de la concurrence et du marché a longtemps empêché d'unifier ces lignes. Leur géographie exacte demeure encore vague, en particulier en ce qui concerne les lignes expérimentales de la seconde moitié du XIXe siècle. De nos jours, quand on creuse à New York, on est obligé de procéder à de très précautionneux sondages préliminaires pour tenter de savoir ce qu'on va trouver.

Car les surprises abondent, du vaisseau marchand de trente mètres de long du XVIIIe siècle qui avait été jeté dans le remblai utilisé pour allonger un peu l'île de Manhattan au très gros tube expérimental dans lequel un wagon de métro devait être poussé par d'énormes ventilateurs (*sic*). Ce qu'il y a de moins drôle, c'est que depuis les années 1980, les années où Reagan a commencé à saccager le peu de protection sociale qui existait aux États-Unis, le métro de New York est devenu le refuge de milliers de personnes sans domicile. En 1991, on en a compté 6031, dans seulement « deux » stations, les deux plus grandes, l'équivalent de Saint-Lazare et Châtelet pour Paris!

Vraiment le refuge; ces personnes vivent, pour certaines en permanence, dans les coins et recoins du métro, dans des trous qu'elles ont elles-mêmes creusés dans les murs, dans les couloirs, dans les stations désaffectées, dans ces anciennes conduites de gaz, dans les anciens ateliers d'entretien abandonnés. Des êtres humains vivent dans des trous à rat, souvent à peine séparés de l'obscurité complète par une vague lueur dérivée, des êtres humains vivent dans des tunnels noirs et lépreux où rien n'évacue leurs excréments et leur urine. Certains d'entre eux s'y nourrissent régulièrement de rats surnommés « lapins de rails », rôtis juste après leur capture afin que les autres rats ne viennent pas les manger (tout ceci est authentique!). On y a découvert des « communautés », des regroupements, des campements comptant jusqu'à quarante personnes, où certains ont placé des planches pour pouvoir dormir sur des canalisations de vapeur, chaudes, et des planches à trou pour pouvoir y chauffer ce qu'ils ont mendié, volé, reçu, pêché dans les poubelles comme nourriture; où certains, qui aiment encore se doucher, trafiquent les sprinklers des systèmes anti-incendie, et où d'autres parfois ont la chance, en général parce qu'ils ne sont pas encore trop sales, de pouvoir utiliser les douches des travailleurs du métro; où l'un d'eux, racontant son enfance chaotique, dit d'un feuilleton américain « Leave it to Beaver » qui se passe au sein de la famille la plus moyenne possible:

« Ça, tellement c'était différent, c'était de la science-fiction pour moi »; où la vie est si dangereuse et si sale qu'un travailleur sanitaire estime leur espérance de vie à trois, peut-être cinq ans parce que, selon ce travailleur sanitaire, « si ce n'est pas un couteau, une balle, un train ou le rail électrique qui les tue, c'est une maladie qui n'était mortelle qu'au Moyen Âge » ou, peut-on ajouter, d'autres problèmes sanitaires inconnus au Moyen Âge tels que le sida ou l'overdose de crack; où un policier décrit ainsi la mort par contact avec le rail électrique: « C'est les extrémités qui explosent d'abord, les pieds, les mains, vous voyez, c'est la tête qui gicle comme un pamplemousse qu'on jetterait contre le mur. »

Où les meilleurs endroits pour vivre sont ceux qui sont à la fois assez profonds pour être peu fréquentés, mais assez proches d'une sortie elle-même proche d'une bonne soupe populaire; où les pires endroits sont ceux trop facilement accessibles aux policiers ou aux travailleurs sociaux qui veulent absolument vous envoyer dans des foyers d'accueil où le meurtre et le viol sont si courants qu'une des personnes souterraines raconte « qu'une fois où j'essayais de dormir dans le lit d'en bas d'un lit gigogne, à un moment je me lève furieux parce qu'il y avait un liquide chaud et épais qui me gouttait sur le visage et je pensais qu'un saloupiot se branlait sur moi, mais je regarde le lit d'en haut et le mec de dessus était mort poignardé, et c'était son sang que j'avais pris pour du sperme ».

D'où vient tout cela? D'un livre terrible de Jennifer Toth, Chicago Review Press, *The Mole People, Life in the tunnels beneath New York City*. Oui, vous avez compris: « Les hommes-taupes ».

Nestor Potkine

Accordéon et plus !

Prenons le dictionnaire. Un ancien tout d'abord, un Quillet de 1948 par exemple. Cherchons le mot « accordéon ». C'est court : instrument de musique à soufflet et à lames vibrantes. On n'ose chercher à harmonica ou à guimbarde ! Le « piano du pauvre » chanté par Léo Ferré était à la portion congrue. Rien sur le musette, ni sur le tango… En 2004 dans le petit Larousse illustré c'est un petit peu plus précis dans la description mais guère plus long. Jugeons-en : instrument de musique portatif à touches ou à boutons dont les anches de métal sont mises en vibration par un soufflet. Mais rien sur Yvette Horner, Astor Piazzola ou Clifton Chenier !

Pourquoi ces recherches sémantiques sur l'accordéon ? Tout bêtement pour vous parler du dernier disque du groupe instrumental Tangage « Tangage en concert au théâtre du Renard » (Paris, octobre 2002).

C'est un quintet et si Thierry Le Gall est à l'accordéon et assure compositions et arrangements, il y a Alain Petit au violon, Renaud L'Écuyer à la guitare, Remy Chatton à la contrebasse et Jean Nô à la clarinette,

Leur musique ? Entre tango et musique kletzmer pourrait-on dire à l'écoute de ce disque enregistré sur scène. Ou alors de l'argentin moderne en y apportant des touches jazzy et tzigane. Un journal d'une province de notre cher Hexagone avait même joliment qualifié leur musique comme « un beau voyage sous influences multiples, entre légèreté jazzy et nostalgie slave ». Diable nous étions là un peu loin d'un Tangage entre Paris et Buenos Aires.

Brassage de genres, rigueur quasi classique, Tangage touche un vaste public, toutes tendances musicales confondues.

Il « suffit » d'aimer les sons acoustiques hors hit parade et décibels à résonance financière.

Sous des formules diverses, ils se produisent depuis 1995 dans ce qu'il est convenu d'appeler les « cafés et lieux conviviaux de la capitale ». Mais aussi à Amiens au festival Cheval Tango avec la compagnie Carbonne Séko, au Festival du court métrage de Clermont-Ferrand, à Entrecasteaux dans le Var…

Au Trianon (boulevard de Rochechouart dans le 18e à Paris) en mai 2004, Tangage fit la première partie instrumentale (une quasi innovation du genre) du récital de Serge Utgé Royo. Thierry Le Gall et son accordéon reviendront sur scène pour son interprétation de la chanson du Chilien Victor Jarra « Te recuerdo Amanda ». À Ivry-sur-Seine le Forum Léo Ferré les a accueillis en janvier dernier. Tout comme en octobre 2002 à Paris le Théâtre du Renard. *Écho Tango, Week-end en Sologne, Escale à Torre, Spardeck…* Voilà, bonne écoute !

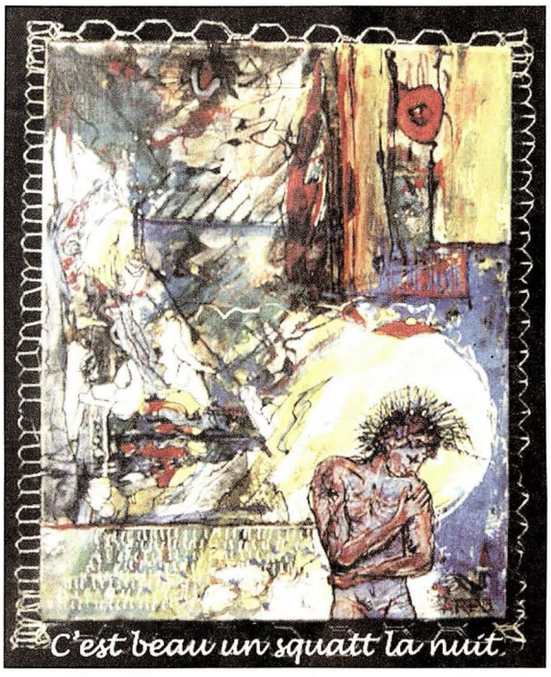
Loulou Barbesois

Tangage, *Un soleil acide qui filtre à contre-jour*. En vente à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11e, au prix de 16 euros.

Le collectif Pif Paf...

une expérience autogestionnaire rochelaise

Plate-forme d'initiatives furieuses pour la pérennité de l'autonomie festive est un collectif rochelais qui lutte pour promouvoir des initiatives culturelles, sociales et écologiques gratuites ou à prix libre. En six mois d'existence, il aura ouvert deux squats (expulsés) et a été à l'initiative d'une action en faveur des demandeurs d'asile qui a abouti à la création d'un collectif de soutien.


C'est beau un squatt la nuit

Naissance de Pif Paf l'occupation du 45, quai Maubec

En occupant le 45, quai Maubec, nous entendions signifier trois choses : la vacuité, parfois pendant de nombreuses années, de bâtiments publics, l'absence de tout lieu alternatif à La Rochelle, une culture et une contestation élitiste, politiquement correctes sous le signe du Parti socialiste. Des initiatives existaient, mais de façon très dispersées et sporadiques. L'idée d'un squat n'était pas nouvelle. Deux expériences avaient déjà eu lieu mais n'avaient jamais réellement fonctionné car les lieux étaient trop petits ou trop excentrés. Il fallait donc déménager. C'est là que le 45, quai Maubec a été repéré. Ancien lycée hôtelier, situé en plein cœur de la ville, faisant plus de 800 m², il était idéal pour les activités que nous voulions développer. Nous l'avons donc investi, et avons convoqué une assemblée générale regroupant tous les militants rochelais. Suite à cette AG, un nom a été trouvé : PIF PAF, et des principes de base ont été définis : pas d'alcool ou drogues dans les parties communes du lieu, AG souveraine tous les jeudis où toute personne peut participer, organisations d'activités gratuites ou à prix libre toute la semaine, chambres réservées aux sans-logis. Rapidement, de nombreuses personnes rejoignent ce collectif, et l'endroit commence à vivre : une bibliothèque-fanzinothèque est créée, une zone de gratuité, des ateliers musicaux, une cuisine autogérée, des ateliers boulangerie et même un poulailler (une poule rouge et noire : Pif Paf). Après des affichages réguliers pour annoncer le squat, des négociations avec les élus et quelques articles dans Sud-Ouest, un procès en référé, bref après deux semaines d'occupation, 60 CRS se sont présentés à notre porte avec de malveillantes intentions et nous ont expulsés à grands coups de bélier.

Seconde occupation Pif Paf récidiviste

Après trois semaines de prospection, le collectif décide d'ouvrir un nouveau lieu. Situé au bord de mer, un peu plus petit que le précédent et beaucoup plus sale, il nous faudra une semaine pour pouvoir l'occuper pleinement. Et cela recommence, négociations, activités, jugement et arrêté d'expulsion. Mais, cette fois, nous les attendions : la porte était tellement barricadée que la police a du la démonter, et nous les attendions postés sur le toit. Après 40 minutes, l'arrivée d'une dizaine de pompiers hilares et de la télé, nous sommes descendus.

Le comité de soutien aux demandeurs d'asile

Après la deuxième occupation, le collectif décidait de ne pas réoccuper afin de mieux prévoir sa troisième action et de laisser le temps à la mairie qui avait promis de donner une réponse concernant un lieu. Une famille de réfugiés roms du Kosovo vit depuis deux mois dans un parc. Nous leur proposons de leur ouvrir un lieu, mais ils refusent, alors nous décidons de monter une yourte afin qu'ils aient un minimum d'abri. Dans le même temps, les médias sont contactés, des rendez-vous pris avec la mairie, la préfecture et la DASS, et une permanence de deux personnes minimum est assurée jour et nuit sur le campement. Le collectif est rejoint par plusieurs autres personnes qui décident de créer un comité de soutien aux demandeurs d'asile. Dans le même temps, la situation sanitaire du campement se dégrade, d'autres familles rejoignent le campement, alors que toute négociation se heurte aux autorités, la mairie arguant de son incompétence dans ce domaine, la DASS et la préfecture, du manque de moyen. Le collectif choisit donc des actions plus dures et occupe la DASS, avant d'être évacué par la police et de se rendre au conseil municipal, où, devant nos interventions jugées intempestives, le maire de La Rochelle décide de lever la séance, ce qui aura pour effet de nous brouiller durablement avec la municipalité. Mais malgré les menaces de la préfecture, qui a envoyé un courrier au maire de La Rochelle, le prévenant « contre une filière soutenue par les associations », et grâce aux pressions du collectif et de ses soutiens, une famille part au CADA, et celle qui vivait dans le campement depuis le début est déplacée dans un camping payé par la mairie, où ils ont au moins des toilettes et l'eau chaude. Une autre est logée à l'hôtel. Mais le comité continue ses activités.

Aujourd'hui quelles perspectives ?

À l'heure actuelle, le collectif traverse une période de calme et va cesser ses activités pendant les mois d'été. Mais nous sommes sûrs que, renforcé par ses expériences, le collectif repartira de plus belle en septembre.

Pierre Pawin

Répression !

François, militant du RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants) est victime de la répression. Le mercredi 8 juin 2005, il s'est interposé face à des contrôleurs de la RATP qui contrôlaient un sans-papier. Ce dernier a pu s'enfuir, mais François s'est rapidement retrouvé à terre, il a reçu des coups et a été retenu de force par les contrôleurs puis par les GPSR jusqu'à l'arrivée de la police. Il a ensuite passé toute la nuit en garde à vue. Le pire est qu'il se retrouve aujourd'hui inculpé pour outrage à agents dans l'exercice de leurs fonctions !

Ne nous laissons pas réduire au silence par la répression !

Soyons nombreux pour soutenir François lors de son procès le jeudi 7 juillet à 9 heures au TGI de Paris, M° Cité.

Emmanuelle
Santé-social RP et RATP

Café libertaire, chaud devant !

Prenez une causerie avec Jean-Pierre Levaray. Ajoutez un concert des Porcs autonomes. Prévoyez quelques trucs à boire et à grignoter. Saupoudrez avec de belles idées et servez brûlant à des gens qui ne demandent qu'à échanger et à faire la fête avec vous. Voilà la recette du café libertaire à la mode Zéro de conduite. Débat, musique et danse (jusqu'à sur le trottoir…) ont rythmé la soirée du 24 juin à l'Apple Pie, au Havre. Ce n'est qu'un début…

Si vous voulez en savoir plus sur les activités du groupe Zéro de conduite de la FA : <zero-deconduite.fa@wanadoo.fr>.

Radio libertaire

Vendredi 1er juillet
Jazz en liberté de 22h30 à 1 heure
Chroniques exploratoires.

Samedi 2 juillet
Chroniques syndicales de 11h30 à 13h30
Des collèges et des lycées différents avec M-L Viaud, puis *L'opposition des travailleurs dans l'Allemagne nazie* de Tim Mason avec H. Simon.
Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30
Rwanda 1994-2004, des faits, des mots, des oeuvres, de Laure Collet (L'Harmattan), avec Laure Collet, Mathilde Girard et Antonin.

Lundi 4 juillet
Les mangeux d'terre de 9h30 à 11 heures
L'émission écolo-libertaire aura pour thème « pesticides et santé » autour d'une conférence de François Veillerette, auteur de *Pesticides, le piège se referme*.

Mardi 5 juillet
Pas de quartiers de 18 heures à 19h30
Second interview de Lucio, l'irréductible, sur l'actualité du mouvement anarchiste.

Vendredi 8 juillet
Jazz en liberté de 22h30 à 1 heure
Quelques grands orchestres.

Samedi 9 juillet
Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30
Réfractions n°14, Ni Dieu ni maître, Religions, valeurs et identités et *La gloire des athées, Textes rationalistes et antireligieux, de l'Antiquité à nos jours* (Nuits rouges), avec Héloïsa Castellanos et Alain Thévenet.

Mardi 12 juillet
Idéaux et débats de 18 heures à 19h30
Interview de Michel Piquemal à propos du livre *Le prophète du libéralisme* de Kosy Libran.

Samedi 16 juillet
Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30
L'affaire Pascal Thaïs, Autopsie d'une bavure, (Arcachon, le 7 avril 1993), de Maurice Rajsfus (L'Esprit frappeur), avec l'auteur.

89.4 MHz
en région parisienne

agenda

Vendredi 1er juillet

Paris 11e

Venez soutenir les salariés de la rue de Lappe contre l'exploitation dans la restauration ! À 19 heures, rue de Lappe à l'entrée de la rue de la Roquette, M° Bastille.

Paris

Visite du Louvre coquin avec Jean-Manuel Traimontauteur *du Guide érotique du Louvre et du Musée d'Orsay* (Atelier de création libertaire, 2005). Rendez-vous devant la pyramide du Louvre à 19 heures (prévoir le ticket d'entrée et la réservation, 8 euros (maximum), gratuit pour les moins de 26 ans. NB : nombre limité de participants.

Samedi 2 juillet

Paris 13e

Venez protester contre la candidature de la ville de Paris aux jeux Olympiques de 2012 ! Rdv à 14 heures devant le Comité national olympique et sportif français, 1, avenue Pierre-de-Coubertin, RER Cité universitaire. Contact : contactcajo@no-log.org, Cajo c/o RAP, 53, rue Jean-Moulin, 94 300 Vincennes.

Paris 18e

À 15 h 30 : fabriquez vos propres religions ! Recette dévoilée par Jean-Manuel Traimond à partir de l'ouvrage de Pascal Boyer *Et l'homme créa les dieux, Comment expliquer la religion*. Présentation du livre et débat, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M° Blanche ou Abbesses.

Lundi 4 juillet

Paris 19e

Microrencontre de Cassandre/Horschamp à 19 h 30 au Tunnel, 21, rue du Tunnel, M° Botzaris ou Buttes-Chaumont avec le collectif Ici-Même de Grenoble. Participation : 5 euros. Réservation : 01 40 35 00 98.

Jeudi 7 juillet

Paris

Ne nous laissons pas réduire au silence par la répression ! Soyons nombreux pour soutenir François, militant du RATP, lors de son procès à 9 heures au TGI de Paris M° Cité.
Plus d'infos page ci-contre.

Samedi 9 juillet

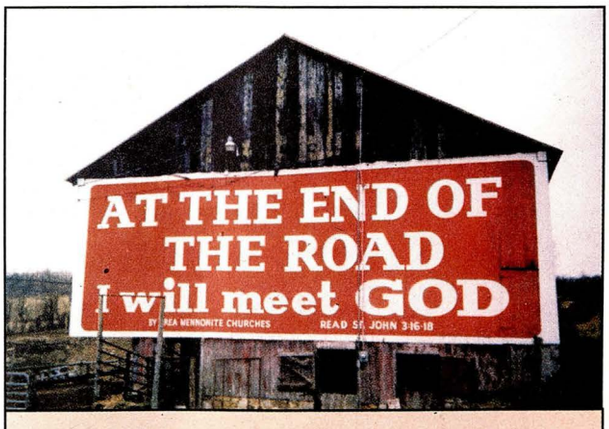
Paris 1er

Manifestation contre la venue de Sharon à 15 heures, place du Châtelet.

Ivry

À Corps Voix présente Coup de chapeau à Léo Ferré ! Ce samedi à 20 heures et le lendemain dimanche à 16 h 30 au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, M° Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry. Infos : 01 46 72 64 68, <www.forumleoferre.com>.

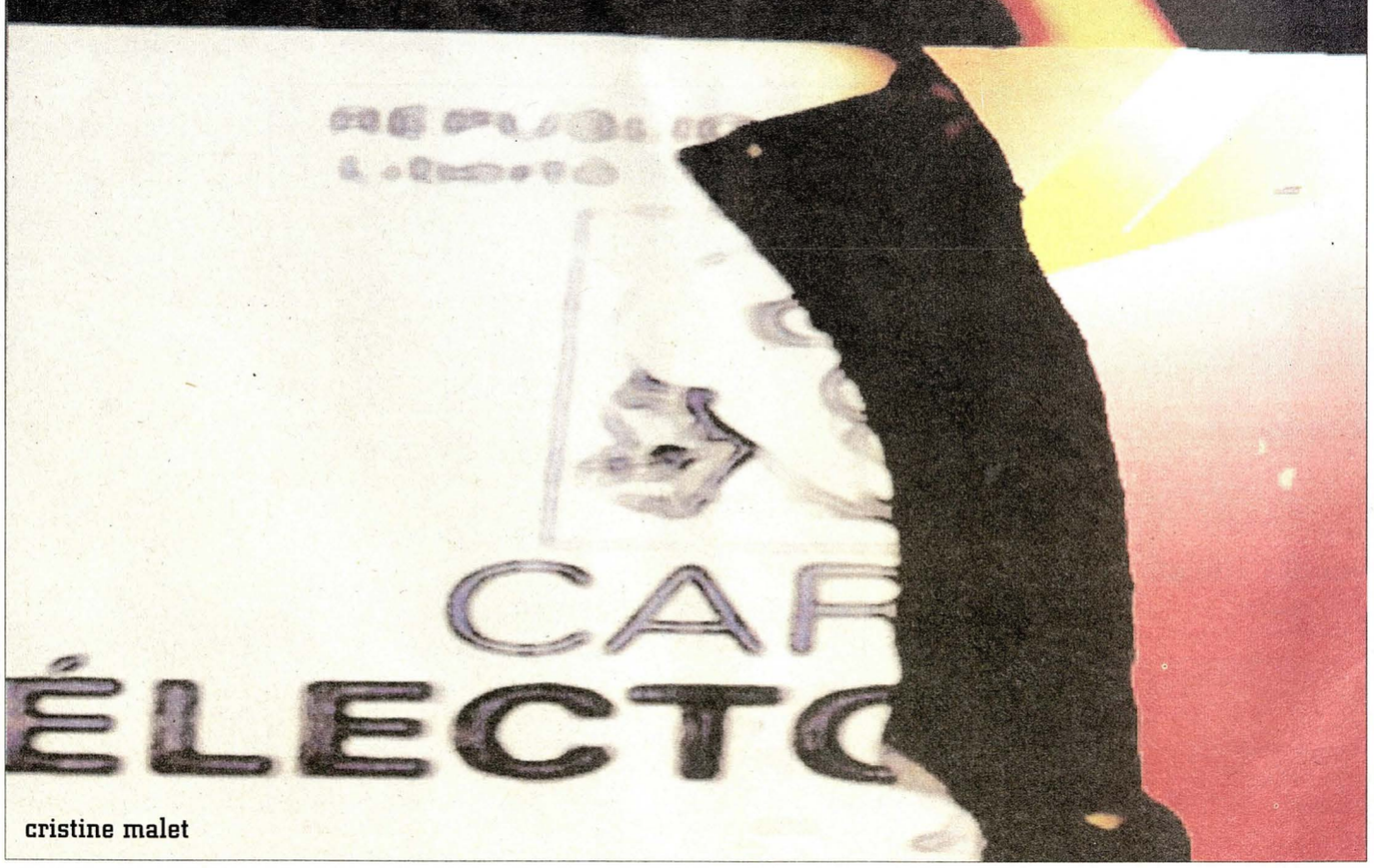
Ouverte en toute saison !
La bibliothèque La Rue sera ouverte en juillet et en août le samedi de 15 h 30 à 18 heures, au 10, rue Robert-Planquette, Paris 18e, Métro Blanche ou Abbesses.



C'est le der des der, pour cette année...

Vous avez en main le dernier *Monde libertaire* de la saison. Dès le 7 juillet, vous trouverez en kiosque le Hors-série de cet été, pour la modique somme de 4 euros : articles, interviews, une BD et même une nouvelle !
D'ici la rentrée, le 8 septembre, nous vous souhaitons un été **sans dieu ni maître !**

le mal ne réside pas dans telle forme de gouvernement plutôt que dans telle autre. Il est dans l'idée gouvernementale elle-même. Il est dans le principe d'autorité.



cristine malet